



Ezra Millstein/Mercy Corps

AMORCER LA RÉSILIENCE AVEC LE CHANGEMENT AU SEIN DES-MÉNAGES

Aborder les normes basées sur le genre

AVRIL 2018



Table des matières

Acronymes	3
Remerciements	3
Résumé	4
Amorcer la résilience avec le changement au sein des ménages	4
Hypothèses relatives à la compréhension du rôle du genre dans les programmes de résilience	5
Conclusion	6
Contexte des principes de genre et de résilience	6
Le programme BRIGE	8
Résumé de la méthodologie	11
Amorcer la résilience avec le dialogue familial	12
Apprentissages-clés	17
Apprentissage-clé n° 1 : L'assurance des femmes	17
Apprentissage-clé n° 2 : La confiance des hommes	19
Apprentissage-clé n° 3 : Partage des tâches ménagères	23
Apprentissage-clé n° 4 : Respect des hommes envers les femmes	27
Autres recommandations	30
Regrouper les interventions pour être plus efficace	30
Une perspective sexospécifique implique de tenir compte des hommes	31
Conclusion	32
Définitions	33
Annexe 1 : Liste des entrevues d'informateurs clés (KII)	35
Indonésie	35
Népal	35
Annexe 2 : Ressources complémentaires	36

Acronymes

BRIGE Renforcement de la résilience par l'intégration de la sexospécificité et de l'autonomisation

CDMC Comité de gestion des catastrophes au niveau des communautés

DRM Gestion des risques de catastrophe

DRR Réduction des risques de catastrophe

ERP Programme de récupération post-sismique

FGD Discussion thématique de groupe

GBV Violence sexiste

GoN Gouvernement du Népal

AGR Activité génératrice de revenus

ONGI Organisation non gouvernementale internationale

KII Entrevue des informateurs clés

LEAP Liaison du capital financier et social pour renforcer la résilience des communautés agro-pastorales

M-RED Gestion des risques par le développement économique

MSD Développement du système de marché

SGBV Violence sexuelle et sexiste

TOC Théorie du changement

ZFRP Zurich Flood Resilience Program (Programme Zurich de résilience aux inondations)

Remerciements

Nous tenons à remercier les équipes de nos programmes avec lesquelles nous avons collaboré, M-RED, ERP, LEAP, Sawki, AgriFin Mobile et ZFRP, de leur enthousiasme, engagement et partenariat. Leur inlassable engagement à soutenir la recherche, et à endosser les démarches d'intégration sexospécifique du programme BRIGE dans le cadre de leur programme a renforcé l'impact de notre travail collectif. Nous tenons à remercier Marthe Diarra Doka, notre partenaire de recherche au Niger, qui a dirigé les recherches primaires dans le pays. Remerciements particuliers à Olga Petryniak, Danielle Jolicoeur, Brad Sagara, et Jon Kurtz, ainsi qu'à nos collègues de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Sophie Theis et Elizabeth Bryan, pour leur contribution précieuse à la recherche et au rapport final.

Un remerciement sincère à notre équipe de recherche, Renee Ho et Cecilia Ragazzi, pour leur expertise, patience et dévouement tout au long du processus de recherche et grâce à qui nous avons pu obtenir des résultats significatifs.

Pour finir, un remerciement chaleureux aux ménages et communautés pour le temps qu'ils nous ont accordé et les perspectives dont ils nous ont fait part. Nous espérons de tout cœur que notre recherche permettra d'améliorer les programmes et d'enrichir ainsi la vie de nombreuses personnes.

Audrey Anderson Directrice du programme BRIGE

Nikunja Nepal, Parbati Khadka, Sangita Akhikari Équipe BRIGE Népal

Aissatou Djimrao, Fati Garba, Rebecca Inman Équipe BRIGE Niger

Eko Utomo, Atik Ambarwati, Rian Habonaran Équipe BRIGE Indonésie

Résumé analytique

Depuis que le terme « résilience » est entré dans le lexique de la communauté du développement international, les programmes ont commencé à utiliser des approches plus adaptatives et systémiques. En effet, avec l'augmentation de la fréquence des chocs et des stress climatiques et écologiques, comme les inondations et la sécheresse, cela devient clairement nécessaire. Même si la perspective de résilience est de plus en plus utilisée, il y a eu une compréhension limitée de la part des ONGI quant aux programmes basés sur le genre et à leur interaction avec la résilience, au-delà de la prise en compte des problèmes de différences de vulnérabilité aux chocs et aux stress. En particulier, **de quelle façon les capacités des femmes permettent-elles réellement de renforcer la résilience des ménages et de la communauté face aux catastrophes climatiques et écologiques ?**

Amorcer la résilience avec le changement au sein des ménages

Le programme BRIGE (Renforcement de la résilience par l'intégration de l'égalité des sexes et de l'autonomisation) de Mercy Corps a été lancé en tant que programme pilote de deux ans pour renforcer la résilience en augmentant la capacité de l'organisation à mieux répondre aux besoins sexospécifiques. BRIGE a ajouté une couche supplémentaire de programmes sexospécifiques aux « programmes parents » axés sur la résilience au Népal, au Niger et en Indonésie. Ce programme pilote et les recherches consécutives ont prouvé que le fait **d'amorcer des programmes de résilience avec un programme Dialogue familial simplifié visant à aborder les normes sexospécifiques dans le ménage peut catalyser la participation des femmes à la prise de décision au sein du ménage et de la communauté, ce qui améliore leur résilience aux deux niveaux.**

Actuellement, de nombreux programmes de résilience se concentrent sur les interventions au niveau communautaire et systémique. Toutefois, à cause des barrières sociales et culturelles au sein des ménages, les femmes se voient souvent refuser l'accès aux ressources et à la prise de décision et, par conséquent, elles sont moins capables de prendre des mesures d'absorption et d'adaptation pour répondre aux chocs et aux stress. **Le dialogue familial permet de remplacer les programmes de résilience communautaires par des changements au niveau individuel et au sein des ménages. Cela augmente la participation et la capacité d'agir des individus dans la prise de décision au niveau communautaire.** En particulier, les femmes qui sont fréquemment dissuadées d'avoir leurs propres opinions et de s'exprimer tout en ayant les connaissances, les compétences et le potentiel pour améliorer la résilience, sont davantage incluses.

« Dialogue familial » fait référence à un programme simplifié organisé entre deux adultes d'un même ménage, un couple marié en général. Le programme offre aux couples l'occasion de réfléchir ensemble sur la division sexospécifique du travail au sein de leur ménage, et à concevoir et implémenter ensemble des plans pour leur ménage. Les recherches menées autour de cette intervention Dialogue familial (test effectué dans les régions extrême-ouest et centrales du Népal et dans la région du Tillabéri au Niger) ont produit quatre apprentissages-clés concernant le passage à des attitudes et comportements plus équitables du point de vue du genre pour surmonter les obstacles à la participation.

APPRENTISSAGE-CLÉ N° 1

Le dialogue familial a accru l'assurance des femmes, améliorant ainsi leur participation à la prise de décision au sein du ménage et de la communauté

Dans certains ménages, **le manque d'assurance empêche les femmes de s'exprimer, de prendre des décisions ou de prendre des mesures liées aux finances du ménage, y compris les investissements ou les dépenses.** Dans les ménages ayant participé à la formation au dialogue familial, les femmes ont fait preuve de plus d'assurance, ce qui leur a permis d'avoir un rôle plus actif dans ces domaines. Au niveau communautaire, les femmes qui ont participé à la formation au dialogue familial au Népal étaient mieux à même de s'exprimer à la maison et en présence d'autres personnes, **fournissant souvent des informations précieuses qui ont renforcé la prise de décision au sein de la communauté.**

APPRENTISSAGE-CLÉ N° 2

Le dialogue familial a accru la confiance des hommes envers les femmes à l'extérieur du foyer, améliorant ainsi la mobilité des femmes

Le manque de confiance des hommes est l'un des facteurs importants de la mobilité limitée des femmes. La mobilité peut permettre de réduire l'exposition aux chocs et aux stress et aide les individus à accéder aux ressources pour faire face à la situation. Les recherches ont montré que le dialogue familial a augmenté la confiance des hommes envers les femmes de sorte qu'elles ont pu sortir du foyer pour participer à des groupes et activités communautaires où elles ont pu acquérir des compétences, contribuer au partage d'informations et constituer un capital social.

APPRENTISSAGE-CLÉ N° 3

Le dialogue familial a accru le partage des tâches ménagères, réduisant ainsi la charge de travail des femmes afin qu'elles puissent participer à des activités leur permettant de renforcer leur capacité à mieux absorber un choc ou un stress futur, à s'y adapter ou à y réagir.

Le dialogue familial a permis un plus grand partage des tâches ménagères entre hommes et femmes. Il a permis aux femmes d'avoir le temps de participer à des activités de renforcement de la résilience telles que des formations et activités communautaires, de mettre en œuvre ce qu'elles ont appris (Népal) et de préparer des repas plus nutritifs (Niger).

APPRENTISSAGE-CLÉ N° 4

Le dialogue familial a accru le respect des hommes envers les femmes et la valeur de leurs opinions, améliorant ainsi la participation des femmes à la prise de décision au sein du ménage

Si les femmes ont une opinion éclairée qui peut renforcer la résilience, qu'est-ce qui les empêche de partager leurs opinions avec leurs ménages et communautés ? Mis à part la confiance en soi, le respect des hommes envers les femmes et la reconnaissance de la valeur de leur contribution constituent un facteur-clé. Le dialogue familial a aidé les hommes à mieux apprécier les femmes et à valoriser leur contribution à la prise de décisions.

Hypothèses relatives à la compréhension du rôle du genre dans les programmes de résilience

Le dialogue familial a permis de catalyser les attitudes, les perceptions et les comportements les plus résilients. Toutefois, il est important de tenir compte du fait que la « chaîne causale de la résilience » est longue. Par conséquent, pour que la présente étude mesure la « résilience », plusieurs hypothèses et alternatives ont été utilisées. Le rapport souligne ces hypothèses et attire l'attention sur certains domaines qui méritent un examen plus poussé.

1. Il part du principe qu'une participation plus grande et davantage pluraliste à la prise de décision au sein du ménage et de la communauté constitue un comportement résilient. Toutefois, une prise de décision plus équitable au sein du ménage et de la communauté n'entraînera pas nécessairement à elle seule des décisions plus résilientes. Des démarches pour renforcer la prise de décision combinées à l'amélioration des connaissances et capacités des participants peuvent donner de meilleurs résultats.
2. Le temps, en particulier celui des femmes, semble être extrêmement limité. Il est supposé que le temps que les femmes accordent aux groupes et activités communautaires (ex. pour la gestion des risques de catastrophes) contribue davantage au renforcement de la résilience que le temps que les femmes allouent à d'autres activités liées au ménage. Lorsque nous évaluons « la valeur de résilience » de la participation aux groupes communautaires, nous devons tenir compte du coût d'opportunité associé à la participation à ces réunions.

Conclusion

Alors que le discours sur la résilience continue d'influencer la manière dont les politiques et les pratiques de développement sont formulées, il est important de considérer que le changement souhaité au niveau de la communauté et des systèmes nécessite souvent un premier changement au niveau individuel et au sein des ménages. Les normes sexospécifiques sont profondément ancrées au sein des ménages et déterminent souvent celui ou celle qui participe aux décisions et aux activités qui renforcent les capacités de résilience. Une meilleure inclusion des femmes et d'autres groupes marginalisés peut se traduire par des opinions plus éclairées ou des perspectives différentes dans la discussion. Cela peut également signifier le renforcement des connaissances et des compétences des personnes qui occupent une position particulière pour aider leurs ménages et leurs communautés à mieux absorber les chocs ou les stress climatiques ou écologiques, à s'y adapter et à y réagir. Cette inclusion doit être un processus actif, elle ne se fera pas d'elle-même et, pour cette raison, les approches de résilience devraient incorporer des interventions au sein des ménages qui rendront les autres activités stratégiques plus efficaces à long terme.

Contexte des principes de genre et de résilience

Actuellement, de nombreux programmes de résilience se concentrent sur les interventions au niveau communautaire et systémique. Quelles communautés sont davantage susceptibles d'être impactées par un choc ou un stress climatique ou écologique ? Quels secteurs économiques sont cruciaux pour l'adaptation ? Quels systèmes d'infrastructure sont les plus exposés au risque ? L'attention portée à cette échelle macro néglige souvent les variables au niveau individuel et au sein des ménages. Au niveau individuel et au sein des ménages, reste la question particulière du genre et de la façon dont les femmes peuvent être différemment vulnérables et différemment positionnées pour fournir des connaissances et compétences pouvant renforcer la résilience au sein du ménage et de la communauté. Les femmes se voient souvent refuser l'accès aux ressources et à la prise de décision et, par conséquent, elles sont moins capables de prendre des mesures d'absorption et d'adaptation pour répondre aux chocs et aux stress.

Mercy Corps contribue au discours international sur la résilience en abordant des questions directives telles que : « Quelles sont les capacités les plus importantes pour soutenir la résilience, à quel stade, pour qui et pour quels types de chocs ? » La présente étude va au-delà de la question « résilience pour qui ? » et examine les normes basées sur la sexospécificité au sein des ménages. Elle tient compte de l'enseignement tiré après qu'une approche fondée sur le genre, qui faisait défaut, a été ajoutée au cadre actuel de travail de résilience de Mercy Corps (Figure 1).¹ Lorsqu'on prend en compte l'intersection du genre et de la résilience, la plupart des recherches et programmes passés ont été axés sur la question de vulnérabilité. La question « Résilience de qui ? » revient principalement à se demander comment certaines populations, y compris les femmes, peuvent être vulnérables de différentes façons. Toutefois, elle ne soulève pas le fait que les femmes peuvent avoir un potentiel inexploité et la capacité d'améliorer leur résilience individuelle, celle de leur ménage et de leur communauté.

Quatre questions directrices structurent l'analyse de la résilience par Mercy Corps, et permettent de comprendre comment les chocs et les stress menacent les résultats de développement recherchés.

¹ Mercy Corps, notre approche résiliente des secours, du redressement et du développement, https://www.mercycorps.org/sites/default/files/Mercy%20Corps%20Resilience%20Approach_April%202015.pdf

FIGURE 1

L'APPROCHE DE MERCY CORPS À LA RÉSILIENCE

RÉSILIENCE DE QUOI ?



Comprendre la dynamique du système :

Qu'est-ce qui doit devenir plus résilient ?

RÉSILIENCE DE QUI ?



Développer des profils de vulnérabilité :

Quelle est la capacité de résilience à améliorer ?

Comment différentes personnes sont-elles vulnérables aux différents chocs et stress, et pourquoi ?

RÉSILIENCE À QUOI ?



Cartographie des chocs et des stress :

À quels types de chocs les individus, les ménages, les communautés et les systèmes devraient-ils être résilients ?

RÉSILIENCE PAR QUOI ?



Identifier la capacité de résilience :

De quelles ressources et stratégies les populations ont-elles besoin pour maintenir le progrès, même face à des chocs et à des stress ?

L'approche de Mercy Corps concernant la sexospécificité considère que « les crises complexes impactent différemment les hommes, les femmes, les garçons et les filles et que cette vulnérabilité à la crise est aggravée lorsque les identités telles que l'âge, la caste, l'ethnicité, le handicap, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, se croisent ». ² De plus, les recherches de Mercy Corps pour 2014 au Sahel sur le genre et la résilience ont révélé non seulement que le genre affecte la perception de l'impact des chocs mais aussi que, même au sein d'un même ménage, les individus vivent les chocs et le stress différemment. Ceci affecte ensuite les compétences, les stratégies et les mécanismes individuels utilisés pour résister et s'adapter aux bouleversements. ³

Le Centre de recherches pour le développement international et Oxfam Canada ont mené des recherches prouvant que, au niveau du ménage, il existe des « barrières au renforcement de la résilience qui sont liées aux stéréotypes sexuels, aux responsabilités de garde et de soin, et au manque de temps ». ⁴ Le pouvoir limité de prise de décision au sein du ménage fait aussi partie de ces moteurs de résilience entravés. Comme l'ont clairement montré les recherches menées par Mercy Corps au Sahel, même si les femmes et les filles sont fortement dépendantes des ressources naturelles pour leur subsistance, il n'en demeure pas moins qu'elles ne disposent pas de suffisamment de compétences, d'informations et de pouvoir de décision, tous nécessaires pour s'adapter au changement climatique. ⁵ En quelques mots, les normes sexospécifiques créent des barrières au renforcement des capacités de résilience qui pourraient permettre aux femmes d'être des agents de résilience plus efficaces au sein de leur ménage et de leur communauté.

Dans l'ensemble, les recherches de ce rapport prouvent que le discours autour de la résilience devrait démarrer au niveau individuel et au sein des ménages en renforçant la résilience pour ensuite l'étendre efficacement au niveau communautaire. En particulier, il s'est avéré que lorsqu'on utilise un programme simplifié de dialogue familial (voir ci-dessous), les hommes comme les femmes ont pu développer des attitudes plus équitables du point de vue du genre qui ont augmenté la contribution des femmes à la prise de décision au sein du ménage et à leur participation aux groupes communautaires, ainsi, en aval de la « chaîne causale de la résilience », une plus grande résilience au sein du ménage et de la communauté est possible. Quelques exemples : la contribution des femmes aux décisions financières du foyer (ex. économies et investissements) et leur participation aux décisions communautaires concernant les contributions agricoles.

2 Mercy Corps, août 2017, Gender Approach, p.5, disponible sur demande

3 Mercy Corps, 2014, Rethinking Resilience, <https://www.mercycorps.org/sites/default/files/Mercy%20Corps%20Gender%20and%20Resilience%20September%202014.pdf>

4 Oxfam Canada, Forum d'apprentissage sur les droits et la résilience des femmes, Ottawa, septembre 2013, <http://go.oxfam.ca/docs/learning-forum-on-wr-and-resilience-september-2013.pdf>

5 Mercy Corps, 2014, p.8

Le dialogue familial permet de remplacer les programmes de résilience communautaires par des changements au niveau individuel et au sein des ménages. Il prépare les individus et les ménages à une meilleure participation et à une meilleure prise de décision dans les interventions au niveau communautaire. En particulier, les femmes qui sont fréquemment dissuadées d'avoir leurs propres opinions et de s'exprimer tout en ayant les connaissances, les compétences et le potentiel pour améliorer la résilience, sont davantage représentées. Les femmes ont besoin de se sentir en confiance pour partager leurs opinions et mettre en œuvre des stratégies de réduction et de gestion des risques. Elles ont en même temps besoin d'avoir accès aux bonnes informations, connaissances et compétences qui permettront de gérer efficacement les chocs et les stress.

Le programme BRIGE

La recherche susmentionnée menée au Sahel a jeté les bases de la rédaction d'une Théorie du Changement (TdC) organisationnelle autour du genre et de la résilience. Cette TdC est devenue l'épine dorsale du programme BRIGE, lancé par Mercy Corps en 2015 en tant que programme pilote de deux ans pour renforcer la résilience au sein du ménage et de la communauté en augmentant la capacité de l'organisation et de ses partenaires à mieux répondre aux besoins séxospécifiques dans le contexte des catastrophes naturelles et des dangers liés au climat. BRIGE a identifié six « programmes parents » en cours œuvrant pour la résilience dans trois pays : le Népal, l'Indonésie et le Niger. BRIGE a ajouté à ces programmes une couche de programme séxospécifique, en trois phases :

1. **Évaluer** : BRIGE a mené des évaluations séxospécifiques des programmes parents.
2. **Agir** : En fonction des résultats d'évaluation en matière de genre, des plans d'action pour l'égalité des sexes ont été créés et mis en œuvre.
3. **Apprendre** : BRIGE a regroupé les recherches des programmes pilotes et émis des recommandations pour de futures activités, y compris par le biais de la présente recherche.

En fonction des résultats des Plans d'action pour l'égalité des sexes, plusieurs voies d'autonomisation des femmes ont émergé en tant que domaines-clés nécessitant un renforcement dans les programmes parents et pour lesquels BRIGE a proposé plusieurs interventions pilotes et outils de mesure :

- › **Voie 1** : Participation équitable des femmes à la prise de décision au sein du ménage
- › **Voie 2** : Participation significative des femmes aux groupes communautaires
- › **Voie 3** : Accès des femmes à l'établissement de liens commerciaux

Au Népal, pays ciblé pour le recueil des données primaires, BRIGE a travaillé au niveau des trois voies en partenariat avec deux « programmes parents » axés sur la résilience : Le programme Gestion du risque par le développement économique (M-RED) dans quatre districts de la région extrême-ouest, et le programme Récupération post-sismique (ERP) dans trois districts sévèrement touchés par le tremblement de terre de 2015. Dans les deux programmes, Mercy Corps a mené des activités pour promouvoir la Réduction des risques de catastrophe (DRR), le développement de systèmes de marché (MSD) ainsi que les opportunités de subsistance. Au Niger, BRIGE a appliqué la première voie au programme « Relier le Capital Social et Financier afin de Renforcer la Résilience des Communautés Agro-Pastorales » (LEAP), programme axé sur la résilience visant à fournir des services financiers aux communautés vulnérables. En Indonésie, BRIGE a appliqué le Zurich Flood Resilience Program (ZFRP) à Semarang, au centre de Java, et la troisième voie à AgriFin Mobile, programme fournissant aux agriculteurs tout un ensemble de services et de contributions agricoles.

La présente recherche aide le secteur du développement international et humanitaire à comprendre comment les dynamiques au niveau individuel et au sein des ménages peuvent influencer les programmes de résilience. Elle se concentre sur l'intersection du genre et de la résilience de par le rôle immense que joue le genre sur ces dynamiques au niveau individuel et au sein des ménages, et tente de comprendre de quelles façons la responsabilisation des femmes peut contribuer au renforcement de la résilience des ménages et des communautés face aux chocs et aux stress climatiques et écologiques. Les preuves recueillies lors du processus de recherche montrent que la participation équitable des femmes dans la prise de décision au sein du ménage (Voie 1) joue un rôle central dans le développement des capacités de résilience au sein du ménage et de la communauté. Étant donné que le rapport est centré sur la première voie, l'Indonésie (qui a exploré les Voies 2 et 3) n'a pas été incluse. Ce rapport est une synthèse des recherches susmentionnées et contient des recommandations à l'intention des spécialistes ainsi qu'un résumé de la méthodologie de recherche, une description de l'intervention du Dialogue Familial, des apprentissages-clés, des hypothèses pour comprendre le rôle du genre et de la résilience, d'autres recommandations, ainsi qu'une conclusion.

ENCADRÉ 1 : CONTEXTE SEXOSPÉCIFIQUE DES PAYS —NIGER ET NÉPAL⁶

Le **Niger** arrive en 157^e place sur 159 pays dans le tout dernier Indice d'inégalité entre les sexes qui prend en compte la responsabilisation des femmes et leur accès à la santé et aux marchés. Sous-entendant ce score cumulatif, au niveau des ménages, l'acceptation de la violence sexuelle et sexiste (SGBV) est élevée : 60% des femmes pensent qu'il peut être justifié, dans au moins une situation, que l'homme frappe son épouse. De plus, même si 85% des femmes mariées rapportent pouvoir décider sur l'utilisation de l'argent qu'elles gagnent, seules 12% des femmes (âgées de 15 à 49 ans) affirment pouvoir décider seules des dépenses concernant leur propre santé, des articles ménagers, et de leur mobilité pour rendre visite à leur famille.⁷ Concernant les valeurs communautaires, il y a un taux très élevé de mariage précoce (62,9% des filles âgées de 15 à 19 ans sont mariées, divorcées ou veuves) et de grossesses chez les adolescentes (203,6 naissances vivantes pour 1000 filles âgées de 15 à 19 ans). Cela reflète les normes sexospécifiques dominantes qui discriminent les femmes et les filles, normes également présentes dans les sphères officielles et publiques, où les femmes ont un taux de responsabilité plus faible que les hommes et sont fortement sous-représentées aux postes de responsabilité dans les institutions publiques et privées, des organes centraux de Niamey aux comités de développement dans les villages.⁸ Bien que le droit coutumier et les traditions varient selon l'endroit ou le groupe ethnique, les actifs principaux du ménage, comme la terre, appartiennent généralement aux hommes et au niveau national, seules 20% des femmes rapportent détenir des terres. Les normes sexospécifiques dominantes se concrétisent dans l'éducation et l'activité économique, où les femmes ont un niveau d'alphabétisation et de revenu plus faible et où 25% des femmes en âge de procréer travaillent, comparé à 81% des hommes.⁹ Au Niger, 21,6% des femmes mariées vivent en union polygame.¹⁰

Le **Népal** arrive en 115^e place sur 159 pays dans le tout dernier Indice d'inégalité entre les sexes.¹¹ Au Népal, les inégalités entre les sexes s'entrecroisent avec des systèmes hiérarchiques basés sur les castes, ce qui exacerbe les inégalités et les distinctions liées aux rôles et responsabilités, dans la sphère privée comme publique.

} AUTRE

- 6 BRIGE a mené des évaluations spécifiques au genre pour le Népal et le Niger qui fournissent des analyses sexospécifiques détaillées sur les domaines d'intervention spécifiques de BRIGE et fournissent une vue d'ensemble du contexte sexospécifique des pays.
- 7 USAID Office Of Food For Peace, Food Security Desk Review For Niger, 2017, <https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/FFP-Niger-Food-Security-Desk-Review-Oct2017.pdf>
- 8 L'analyse sexospécifique incluse dans le *Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2017–2021* révèle une disparité entre les genres dans toutes les structures de prise de décision : 29 femmes sur 171 font partie de l'Assemblée Nationale (16,9%), 8 sur 42 font partie du gouvernement (19%), 2 sur 52 font partie des préfets (3,8%), 6 sur 266 (2,3%) sont maires, et il n'y a aucun gouverneur de sexe féminin.
- 9 Agence Française de Développement, Profil Genre: Niger, 2016, <https://www.afd.fr/fr/profil-genre-afrique>
- 10 République du Niger, Ministère de l'Économie et des Finances, Institut National de la Statistique, *Étude Nationale d'Évaluation d'Indicateurs Socio-Economiques et Démographiques (ENISED)*, février 2016, http://www.stat-niger.org/statistique/file/ENISED/Rapport_ENISED_.pdf
- 11 UNDP, Human Development Reports, Gender inequality Index, 2015, <http://hdr.undp.org/en/composite/GII>

)} SUITE

La nouvelle constitution du Gouvernement du Népal (GoN) ainsi que plusieurs lois passées depuis 2007 reflètent le profond désir d'une société plus égale ; mais ce changement exige du temps. En même temps, les catastrophes qui se sont produites au Népal continuent d'affecter hommes et femmes de façon très inégale : 55% des 22 300 victimes des séismes de magnitude 7.6 et 6.8 en 2015 étaient des femmes. Les inégalités en termes de genre ont aussi été particulièrement importantes au lendemain de la catastrophe. Par exemple, seules 19% des femmes ont pu prouver qu'elles étaient copropriétaires de leur maison détruite pour pouvoir accéder au soutien de reprise octroyé par le gouvernement. Pour les autres, dans les cas où le chef de famille a disparu ou est mort lors du séisme, elles n'ont eu aucune possibilité de revendiquer des droits ou l'accès à des avantages sociaux liés à la reconstruction de leurs maisons. La situation a été encore plus critique pour les groupes marginalisés (la caste Dalit et les populations autochtones principalement), qui en général ne détiennent aucune terre. De plus, après une catastrophe naturelle ou climatique, les responsabilités des femmes au niveau du ménage tendent à augmenter. Souvent, les sources d'approvisionnement en eau sont perturbées, les femmes doivent faire de plus longues distances pour s'approvisionner, et sont ainsi confrontées à un risque plus élevé de SGBV (violence sexuelle et sexiste). Le Gouvernement du Népal, dans le cadre du programme Évaluation des Besoins Après Catastrophe (Tremblement de terre au Népal en 2015) précise que les « Groupes sociaux défavorisés dans les districts les plus pauvres ont subi le plus de préjudices et de pertes »¹²

À la fois au Niger et au Népal, il est fréquent que les hommes migrent vers l'étranger pour chercher du travail (en particulier vers le Nigéria et l'Inde, respectivement). La durée de cette migration varie mais l'absence prolongée des hommes affecte de diverses manières les dynamiques basées sur le genre au sein du foyer.

12 Gouvernement du Népal, Commission de planning national, Évaluation des Besoins Après une Catastrophe, 2015, http://www.recoveryplatform.org/jp/pdf/Nepal_PDNA%20Volume%20A%20Final.pdf

Résumé de la méthodologie

Cette méthodologie décrite ci-après concerne les recherches primaires menées au Népal. Pour LEAP au Niger, des recherches secondaires ont été menées en examinant le travail sur le terrain effectué par Marthe Diarra Doka, une anthropologue nigérienne qui a mené une étude nommée « Anthropological Study on Female Economic Empowerment and Household Decision-Making »¹³ pour le compte du programme BRIGE de Mercy Corps. Mme Doka a mené une recherche d'action qualitative en novembre 2016 (indicateur de départ) et en août 2017 (indicateur de fin) dans les villages de Gao, Louma, Kania Tegui, et Kania Zeno dans le département du Filingué, région du Tillabéri au Sud du Niger. Pour tous les détails méthodologiques de la recherche menée au Népal et en Indonésie, un rapport initial de recherche est disponible sur demande.

Au Népal, les discussions thématiques de groupe (FGD) et les entrevues des informateurs clés (KII) ont été utilisées pour le recueil de données. Les recenseurs de FGD ont été recrutés sur place et ont participé à une formation de deux jours et à un programme pilote d'une journée avant la mise en pratique. Les FGD ont toutes été menées auprès des participants aux interventions des programmes parents axés sur la résilience (M-RED, ERP) : certains participants aux FGD ont bénéficié uniquement de l'intervention du programme parent principal (groupes de comparaison/intervention non BRIGE) et d'autres ont bénéficié de l'intervention du programme parent principal et d'une intervention supplémentaire de BRIGE. Chaque FGD était composée de quatre à huit participants. Les langues locales ont été utilisées et les conversations ont été transcrites et traduites en anglais. Les entrevues d'informateurs clés (KII) ont été menées par deux consultants en recherches internationales parmi différents intervenants y compris le personnel Mercy Corps aux sièges des pays et sur le terrain, les partenaires de mise en œuvre, les participants de la communauté et autres intervenants pertinents (voir Annexe 1).

En tant qu'étude qualitative, elle a pris en compte un échantillonnage de nature intentionnelle et non probabiliste. Une méthodologie FGD à quatre niveaux a été élaborée pour ventiler les éléments par a) sexe (hommes et femmes) et par b) traitement d'intervention : Les communautés d'intervention de BRIGE (communautés dont les membres avaient participé à des interventions sexospécifiques BRIGE) et les communautés de non intervention BRIGE (ou groupe de comparaison). En règle générale, les communautés ayant bénéficié le plus longtemps de l'intervention de BRIGE ont été choisies pour fournir la plus grande probabilité de changement observable et empirique. Afin d'étudier d'autres différences parmi les groupes marginalisés qui constituent le paysage social du Népal, les FGD ont aussi comparé les membres communautaires faisant partie de la caste Dalit ou d'un groupe autochtone (janajati). Une fois les données recueillies et traduites depuis les FGD et les KII (Tableau 1), les chercheurs les ont codifiées en termes de thèmes émergents.

TABEAU 1 : NOMBRE DE FDG ET DE KII AU NÉPAL

	Nombre de FGD dans les zones BRIGE		Nombre de FGD dans les zones non BRIGE		Nombre de KII
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	
M-RED	4	4	3	3	20
ERP	6	6	4	4	17

13 Marthe Diarra Doka, M., Étude anthropologique sur l'autonomisation économique des femmes et le pouvoir de décision au sein du ménage, Mercy Corps, Portland, 2017, disponible sur demande

Amorcer la résilience avec le dialogue familial

Au niveau communautaire, Mercy Corps définit la résilience comme suit : « La capacité des communautés dans un système socio-écologique complexe à apprendre, à affronter, à s'adapter et à se transformer face aux chocs et aux stress ». De fait, de nombreux programmes de résilience sont organisés au niveau de la communauté et des systèmes. Dans son ensemble, l'étude BRIGÉ montre que le fait d'améliorer l'autonomisation des femmes au niveau individuel et au sein des ménages est une base importante qui peut à son tour catalyser des comportements plus résilients pour les ménages et les communautés.



Participants au Dialogue Familial du district de Kailali au Népal, avec leur fils.

Renee Ho

En quoi la participation est-elle importante pour la résilience ? La participation des femmes dans la prise de décision au sein du ménage et de la communauté peut contribuer à augmenter la résilience au sein du ménage et de la communauté. Au niveau du ménage, une participation accrue peut se traduire par des perspectives plus éclairées ou différentes sur des questions cruciales comme les finances du ménage, les moyens de subsistance et la nutrition, entre autres. Au niveau communautaire, les programmes (qui appliquent une perspective de résilience à leur conception) demandent souvent aux individus de participer à des formations collectives ou à des séances d'information où ils reçoivent des compétences et des connaissances essentielles qui appuient des stratégies d'absorption et d'adaptation. La participation à des groupes et activités communautaires peut à son tour fournir aux individus l'occasion d'acquérir des atouts essentiels qui peuvent servir de capacités de résilience au sein du ménage et de la communauté. Ils comprennent :

1. **Capital social** : Les individus ont la possibilité d'accroître le **capital social**. En participant à ces groupes et activités, les individus développent des ressources sociales (p. ex. réseaux, relations sociales, accès à d'autres institutions de la société) qui peuvent aider à fournir un soutien en cas de choc ou de stress.¹⁴ Pour plus d'informations sur les types de groupes communautaires du Népal et leur relation à la résilience, veuillez vous référer à l'Encadré 3.
2. **Capital humain** : Les individus acquièrent **des connaissances et des compétences** qu'ils utilisent et partagent au niveau du ménage et les individus peuvent **partager et accéder aux informations** par le biais de vastes réseaux communautaires.

14 International Food Policy Research Institute (IFPRI), Building Resilience for Food and Nutrition Security: Resilience and Social Capital, Mai 2014, <http://ebrary.ifpri.org/utils/getfile/collection/p15738coll2/id/128152/filename/128363.pdf>

Comme décrit dans l'article du Professeur Joseph Mayunga, « Understanding and Applying the Concept of Community Disaster Resilience: A capital-based approach », les connaissances, les compétences et le partage d'informations font partie des composants-clés du capital humain, qui est « l'un des plus importants déterminants de résilience parmi d'autres formes de capital ». Les connaissances et les compétences sont utilisées pour comprendre les risques communautaires, élaborer et mettre en œuvre une stratégie de réduction des risques.¹⁵

3. **Prise de décision** : Les individus contribuent à la **prise de décision** au sein du ménage et de la communauté. Le pouvoir décisionnel est essentiel au processus d'intervention en matière de résilience. Les actifs deviennent des capacités de résilience lorsqu'une personne prend la décision de les utiliser en réponse à un choc ou à un stress. Pour reprendre les mots de Christophe Béné et al : « La décision ne concerne pas uniquement le fait que les ménages doivent ou non s'engager dans une intervention, cela concerne aussi le choix (nature et intensité) entre différents types de stratégies d'adaptation ». Béné et al ont aussi reconnu le rôle qu'une prise de décision communautaire inclusive joue dans la capacité de la communauté à se reconstruire après un choc.¹⁶

Comment les normes socioculturelles empêchent-elles une participation significative des femmes ? L'étude a montré que les normes sexospécifiques qui limitent la mobilité des femmes, leur disponibilité, et leur pouvoir décisionnel empêchent de renforcer les capacités de résilience.¹⁷ Dans un exemple spécifique, une étude récente basée sur deux méthodes et menée par USAID et l'Overseas Development Institute (ODI) a montré que les normes sexospécifiques au Népal (en particulier lorsqu'elles limitent la mobilité des femmes) ont contribué à augmenter le risque que le ménage retombe dans la pauvreté suite à un choc ou à un stress.¹⁸

À cause des normes sexospécifiques qui limitent leur mobilité, leur disponibilité et leur pouvoir décisionnel, il se peut que les femmes ne participent pas de façon significative (par ex. qu'elles partagent leurs opinions ou que leurs opinions soient prises en compte), ou pas du tout. Sans la participation des femmes, les programmes de résilience échouent à intégrer les connaissances et les compétences potentiellement précieuses que les femmes peuvent apporter à la délibération au sein du ménage et de la communauté. Ces capacités peuvent réellement renforcer la résilience.

Dans la recherche, nous avons fait la différence entre participation et participation significative. Cela, parce que nous avons constaté comment la parité hommes-femmes dans les programmes de développement se réduit souvent à compter la présence des femmes pour les considérer comme participantes. Le terme « Significative » indique un niveau d'engagement plus élevé, y compris l'expression d'opinions de la part des femmes mais aussi la prise en compte de ces opinions par le reste du groupe, à savoir, les hommes.

Mercy Corps définit la participation significative comme suit : « Au moins 30% des membres sont des femmes, et de nombreuses femmes contribuent aux discussions de groupe. Les femmes contribuent aux décisions-clés et leurs opinions sont reconnues et prises en compte. Les femmes sont présentes à des postes-clés de direction ou de soutien à la direction. Lorsque la décision d'une femme a des répercussions positives, c'est à elle qu'on en attribue le mérite. Lorsque les répercussions sont négatives, elle en prend la responsabilité ». La recherche n'a pas strictement respecté le repère des 30% pour déterminer une participation significative (là encore, il s'agit d'un décompte). Toutefois, il a été fourni dans la définition car, dans le cas du Népal, c'est un chiffre fréquemment utilisé comme quota par le gouvernement.

Comment le dialogue familial aborde-t-il ces obstacles à la participation ? Dans les régions de l'extrême-ouest et du centre du Népal, ainsi que dans la région du Tillabéri au Niger, BRIGE a mis en place une intervention de quatre

15 Mayunga, J. S., Understanding and applying the concept of community disaster resilience: A capital-based approach. Draft working paper prepared for the Summer Academy for Social Vulnerability and Resilience Building, 22 - 28 juillet 2007, Munich, Allemagne, 2007, https://www.u-cursos.cl/usuario/3b514b53bcb4025aaf9a6781047e4a66/mi_blog/r/11._Joseph_S._Mayunga.pdf

16 Béné et al. *The Influence of Subjective and Psycho-Social Factors on People's Resilience*, Technical Report Series No. 2: Strengthening the Evidence Base for Resilience in the Horn of Africa, ILRI, 2016, http://www.technicalconsortium.org/wp-content/uploads/2016/02/Report-5-The-influence-of-subjective-and-psychosocial_18Feb2016.pdf

17 Oxfam Canada, 2013

18 Diwakar, V. et Ghimire, A. USAID and the Overseas Development Institute (ODI), Resilience and Sustainable Poverty Escapes in Nepal: Research Findings and Policy Implications, 2018.

jours pour aborder les normes basées sur la sexospécificité au sein des ménages sous la forme d'un programme simplifié de dialogue familial (Encadré 2) entre les hommes les femmes d'un même ménage. Au Niger, cette activité a été menée par le biais d'un mélange de sessions par sexe et mixtes et avec l'appui de personnes d'influence religieuses et communautaires ; au Népal, un homme et une femme d'un même ménage (mariés, mais cela n'est pas toujours le cas) ont suivi le programme ensemble. Le dialogue familial a donné aux couples l'occasion de réfléchir sur la division du travail selon le sexe au sein de leur ménage. Des discussions ont suivi, et les participants ont conçu des plans pour faire des changements au sein de leur ménage. Après la formation, le personnel BRIGE a réalisé un suivi auprès des participants au moyen de visites de contrôle régulières afin de surveiller l'avancement des plans. Il est important de noter quelques différences supplémentaires entre l'intervention au Népal et celle au Niger. Au Népal, une formation d'alphabétisation financière et un soutien aux activités génératrices de revenus, généralement sous forme de formation agricole ou de subventions aux intrants, ont été fournis aux femmes pour qu'elles puissent actualiser certains des plans (souvent liés aux finances/moyens de subsistance). Au Niger, en plus du dialogue familial, une formation destinée aux chefs religieux et traditionnels a été organisée dans les communautés, ainsi que des « journées d'apprentissage » au cours desquelles les couples ayant participé au dialogue familial ont fait part de leurs enseignements à une grande partie de la communauté. Les deux activités au Niger ont permis d'adapter l'apprentissage et d'atteindre d'autres ménages, au-delà de ceux qui avaient participé au programme de dialogue familial.

Le fait de proposer aux ménages un programme de dialogue familial avant de mettre en œuvre les « programmes de résilience habituels » assure un plus grand impact. Le programme de dialogue familial augmente la confiance, le temps, la mobilité des femmes et le respect envers elles ; ce faisant, il améliore leur participation aux groupes communautaires où elles peuvent à la fois accéder aux connaissances et en apporter d'autres qui peuvent aider les ménages et les communautés à mieux gérer leur exposition et leur sensibilité aux chocs et aux stress.

TABLEAU 2 : SIMILARITÉS ET DIFFÉRENCES DANS L'ACTIVITÉ DIALOGUE FAMILIAL AU NÉPAL ET AUX NIGER

	Népal ¹⁹	Niger
Similarités	Session de formation de 4 jours menée par des animateurs formés avec des hommes et des femmes d'un même ménage. Plans d'action et suivi par les animateurs.	
Différences	<p>Sessions mixtes.</p> <p>Regroupées avec une formation d'alphabétisation financière.</p> <p>Regroupées avec un soutien aux activités génératrices de revenus.</p>	<p>Quelques sessions en fonction du genre.</p> <p>Quelques couples polygames.</p> <p>Formation des chefs religieux et traditionnels.²⁰</p> <p>« Journées d'apprentissage » communautaires pour le partage des informations.</p>

La recherche a montré qu'il est utile d'aborder la résilience en suivant une chaîne causale. En tant que spécialistes du développement, nous supposons souvent qu'il suffit d'offrir une formation ou une séance d'information. Il y a une mentalité omniprésente côté offre, « Construis et ils viendront ». Cependant, si nous rencontrons des participants potentiels là où ils sont— incrustés dans toute la complexité socioculturelle et dans toutes les normes sexospécifiques au sein de leur ménage— nous avons plus de chances d'améliorer l'inclusion et la participation et au final renforcer la résilience.

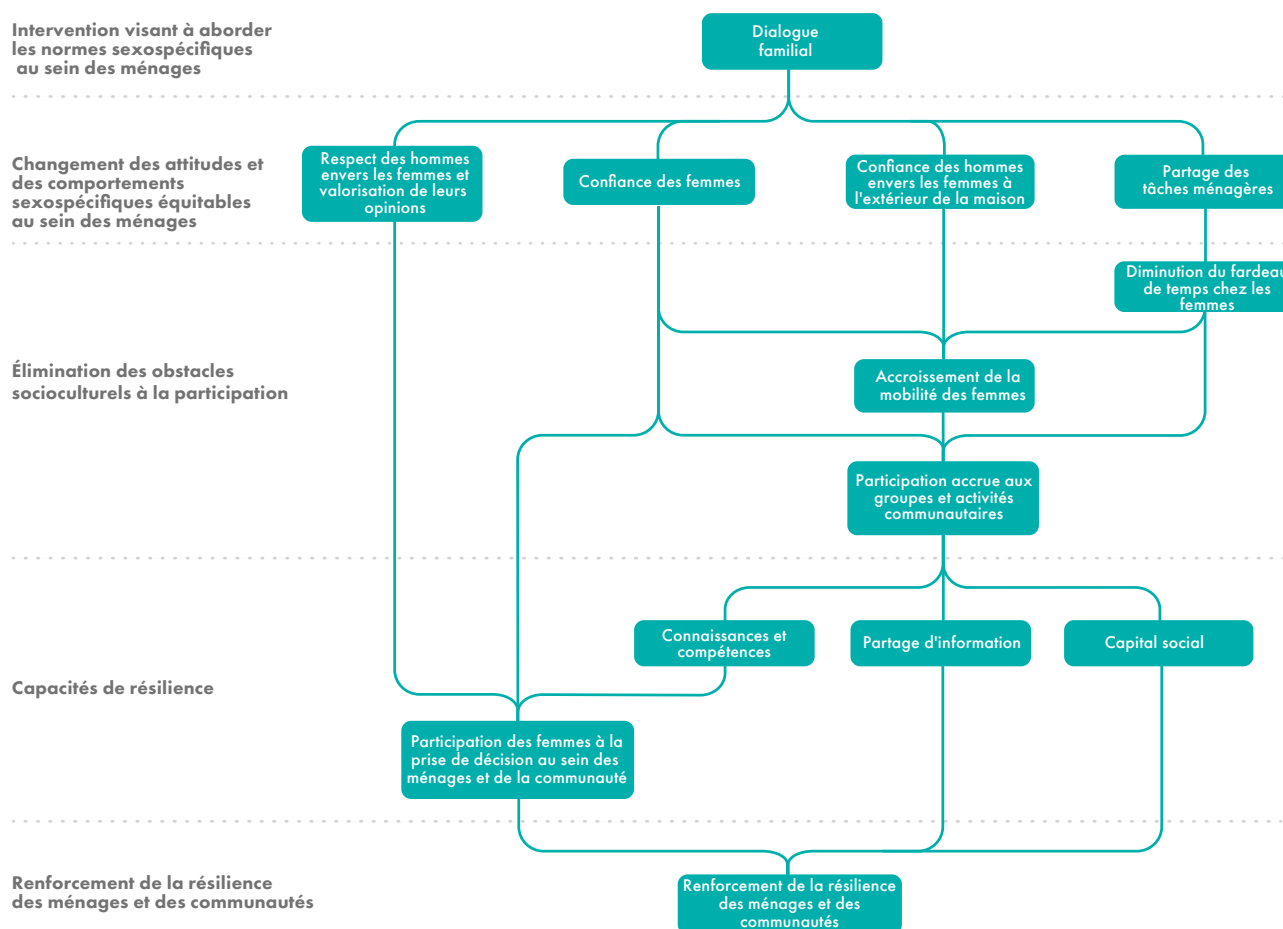
Nous avons élaboré le graphique à la Figure 2 pour illustrer ce à quoi cette chaîne causale semble ressembler dans la recherche BRIGE, en commençant par le dialogue familial.

19 Les communautés « non BRIGE » du Népal ont aussi bénéficié de deux modules axés sur le genre au travers de leur formation d'alphabétisation financière : Rôles et responsabilités partagées et prise de décision commune.

20 Les chefs religieux islamiques au Niger sont des influenceurs et des arbitres importants en matière de normes socioculturelles.

FIGURE 2

UNE CHAÎNE CAUSALE DE RÉSILIENCE COMMENT LE TRAITEMENT DES NORMES SEXOSPÉCIFIQUES AU SEIN DES MÉNAGES PEUT-IL MENER A UNE RÉSILIENCE RENFORCÉE



Bien sûr, ceci est seulement une chaîne causale parmi beaucoup d'autres potentielles et qui peut permettre d'améliorer la résilience au sein du ménage et de la communauté. En plus des interventions sexospécifiques comme le dialogue familial, les programmes doivent être implémentés et regroupés avec d'autres facteurs de résilience, comme les informations, les ressources et les compétences. Il est aussi important de tenir compte du fait que la Figure 2 est un schéma et que, en tant que tel, il est forcément simplifié et intègre diverses hypothèses qui sont abordées plus en détails ci-après. La section « capacités de résilience », par exemple, montre que le capital social, le partage d'informations, les connaissances et compétences des femmes, ainsi que la participation des femmes dans la prise de décision augmentent la résilience au sein du ménage et de la communauté. Même si la recherche existante appuie ces liens dans certains cas, nous reconnaissons que ces quatre capacités peuvent ne pas toujours augmenter la résilience aux chocs climatiques et écologiques. De la même façon que la plupart des cadres logiques de développement qui se concentrent fondamentalement sur l'« impact » et ne peuvent mesurer que les résultats, ou au moins les meilleurs rendements comme alternatives, cette recherche n'évalue pas la résilience (étant donné la brièveté des délais et l'absence de choc climatique distinct). Au lieu de cela, elle a donc évalué principalement les changements liés à la participation aux groupes communautaires correspondants comme moyen de comprendre l'impact sur la résilience.

Hypothèses relatives à la compréhension du rôle du genre dans les programmes de résilience : Toutefois, il est important de tenir compte du fait que la « chaîne causale de la résilience » est longue. Par conséquent, pour que la présente étude mesure la « résilience », plusieurs hypothèses et alternatives ont été utilisées. Le rapport souligne ces suppositions et attire l'attention sur certains domaines qui méritent un examen plus poussé :

1. Il est supposé qu'une participation plus grande et davantage pluraliste à la prise de décision au sein du ménage et de la communauté reste propice à la résilience. Ceci est vrai dans la mesure où l'individu, homme ou femme, dispose de connaissances et de compétences précieuses. De fait, la recherche a révélé des cas où la participation des femmes à la prise de décision au sein du groupe a eu de meilleurs résultats grâce aux informations acquises par leur expérience. Toutefois, une prise de décision plus équitable au sein du ménage et de la communauté n'entraînera pas nécessairement à elle seule des décisions plus résilientes. Des démarches pour renforcer la prise de décision combinées au renforcement des connaissances et capacités des participants peuvent donner de meilleurs résultats.
2. Le temps, en particulier celui des femmes, semble être extrêmement limité. Il est souvent supposé que le temps que les femmes accordent aux groupes communautaires (ex. pour la gestion des risques de catastrophes) contribue davantage à la résilience que le temps qu'elles allouent à d'autres activités liées au ménage. Lorsque nous évaluons « la valeur de résilience » de la participation aux groupes communautaires, nous devons nous demander quel est le coût d'opportunité associé à la participation à ces réunions. Savons-nous suffisamment ce que cette formation apporte et remplace pour dire qu'elle est plus efficace en termes de résilience ?

Dans la section suivante, nous détaillons les apprentissages-clés de l'intervention sur la sexospécificité au sein des ménages menée par Mercy Corps : le dialogue familial. Nous avons parlé de la façon dont le dialogue familial a catalysé un changement au niveau individuel et au sein des ménages et comment cela, à son tour, a amélioré les capacités et la résilience. Ce changement a eu lieu parce que le dialogue familial a 1) augmenté l'assurance des femmes, 2) augmenté la confiance des hommes envers les femmes en dehors du foyer 3) augmenté le partage des tâches ménagères, et 4) augmenté le respect des hommes envers les femmes et la valeur de leurs opinions.

ENCADRÉ 2 : DIALOGUE FAMILIAL AU NÉPAL ET AU NIGER

Le programme Dialogue familial a engagé des hommes et des femmes d'un même ménage, souvent des couples mariés mais pas nécessairement. Parfois, les participants ont été un beau-père avec sa belle-fille, ou une mère et son fils. Les participants ont assisté ensemble à plusieurs sessions initiales au Népal et séparément au Niger.

La formation, menée pendant quatre jours par des animateurs qualifiés, a présenté aux couples l'opportunité de réfléchir sur des questions relatives à l'équité entre les femmes et les hommes et la division sexospécifique des tâches ménagères au sein de leur ménage. Au Niger, la formation a commencé par des sessions par genre avant de rassembler les couples ; au Népal, toute la formation a été menée sous forme de sessions mixtes. Des discussions ont suivi, et dans les deux pays, les participants ont conçu ensemble des plans d'action pour leurs ménages, dont la mise en œuvre a ensuite été surveillée par le personnel du programme BRIGE par le biais de visites de suivi, et parfois a impliqué d'autres membres de la famille.

Enfin, au Niger, des événements communautaires ont été organisés pour célébrer la fin du dialogue familial avec les couples participants et générer une prise de conscience plus large au sein de la communauté. Ces événements ont vu la participation des chefs communautaires et reconnu les modèles de référence locaux qui ont aidé à renforcer les messages liés à l'équité entre les sexes.

(Voir l'Annexe 2 pour une liste des ressources disponibles liées au dialogue familial.)

Apprentissages-clés

APPRENTISSAGE-CLÉ N° 1

Le dialogue familial a accru l'assurance des femmes, améliorant ainsi leur participation à la prise de décision au sein du ménage et de la communauté

La confiance est généralement décrite comme étant une « compétence personnelle ». Elle est donc à tort considérée comme moins vitale que les « compétences spécialisées » comme les connaissances techniques. Toutefois, dans leur rapport, *The Influence of Subjective and Psycho-Social Factors on People's Resilience*, les auteurs ont écrit que « La preuve émergente...souligne le besoin d'inclure des facteurs psycho-sociaux et des mesures subjectives aux théories du changement, avec des variables économiques et autres variables traditionnelles, pour renforcer notre compréhension des facteurs qui contribuent à la résilience à différents niveaux ». Leur recherche confirme que « ...la perception individuelle et la confiance des individus quant à leur propre capacité à gérer les événements futurs (ce qu'ils appellent « résilience subjective »), sont cruciales dans le processus de renforcement de la résilience effective des ménages.»²¹ Si les participants prévus aux interventions du programme n'ont pas l'assurance nécessaire, un programme axé sur la résilience peut concevoir et implémenter des activités importantes pour des compétences spécialisées (ex. formations pour les agriculteurs, technologies DRR, activités génératrices de revenus, etc.). Toutefois, l'acquisition et l'utilisation de ces compétences spécialisées seront diminuées si la participation est insuffisante ou de mauvaise qualité. Pour des raisons historiques et culturelles, l'assurance semble augmenter chez les hommes plutôt que chez les femmes dans de nombreuses sociétés.

Cette assurance (ou ce manque d'assurance) se manifeste tant au niveau du ménage que de la communauté, de même que son impact sur la capacité de résilience. Dans certains ménages, le manque de confiance en soi empêche les femmes de s'exprimer, de prendre des décisions ou de prendre des mesures liées aux finances du ménage, y compris les investissements ou les dépenses. Il est difficile pour les ménages de s'adapter de manière proactive aux risques et de réagir aux chocs si ces femmes disposent en fait d'informations différentes, meilleures ou plus complètes que les hommes ou, si les hommes ne sont pas disponibles pour prendre des mesures ou des décisions, comme au Népal et au Niger où les hommes migrent fréquemment pour le travail saisonnier.



« Les principaux changements que nous avons constatés ont eu lieu lors de la période initiale, les femmes étaient tellement gênées de parler devant des inconnus, et maintenant nous pouvons nous présenter nous-mêmes, ce qui était vraiment difficile pour nous auparavant. On a pu constater une transformation positive dans la mentalité des gens qui pensaient que les femmes ne sont pas autorisées à aller au-delà de leur territoire, à franchir leurs limites ou à s'engager dans divers événements sociaux ».

— Femme d'un groupe de caste Dalit d'une communauté d'intervention BRIGE, district de Dadeldhura au Népal

Même si cette recherche a fourni des preuves soutenant l'hypothèse qu'une prise de décision plus équitable au sein du ménage est une voie vers la résilience (ex. au Niger, lorsque les opinions des femmes ont été prises en compte pour les achats de nourriture du ménage, des repas plus équilibrés et nourrissants ont été préparés pour leurs familles), elle a aussi montré que cette voie est réellement activée lorsque les individus ont la confiance en eux pour agir et contribuer. Cette recherche n'est pas forcément nouvelle : une étude Mercy Corps de 2013 a montré que lors de la sécheresse de 2010-2011 et de la famine au sud de la Somalie, les femmes ayant davantage de pouvoir décisionnel au sein de leurs ménages ont eu suffisamment d'assurance pour négocier avec les élites et avoir accès aux services essentiels. Elles ont ainsi pu mieux s'occuper de leurs enfants et mieux les nourrir.²²

²¹ Bene et al. 2016.

²² Mercy Corps, *What Really Matters for Resilience? Exploratory Evidence on the Determinants of Resilience to Food Security Shocks in Southern Somalia*, Octobre 2013, https://www.mercycorps.org/sites/default/files/WhatReallyMattersForResilienceSomaliaNov2013_0.pdf

Nous avons aussi compris que l'assurance quant à la prise de décision au sein du ménage a des effets indirects sur l'assurance au niveau communautaire. Les femmes ayant participé au dialogue familial ont été plus à même de s'exprimer au sein du foyer et en la présence des membres de groupes communautaires organisés. Comme l'a expliqué un superviseur BRIGE au Népal, « la prise de décision est la première étape pour avoir confiance en soi...il est important d'avoir cette confiance à la maison d'abord ».

Dans les régions du programme M-RED au Népal, on peut comparer la qualité de la participation des femmes aux groupes communautaires entre celles qui ont suivi tout le programme Dialogue familial BRIGE et celles qui ont suivi les modules BRIGE liés à la formation existante sur l'alphabétisation financière (deux modules sur les Rôles et responsabilités partagés et la Prise de décision commune). Les femmes n'ayant **pas** participé à toute l'activité Dialogue familial ont déclaré, « La participation [aux groupes communautaires] existe mais elle est faible. Les femmes sont mal à l'aise lorsqu'elles parlent devant d'autres personnes. On a peur de dire des bêtises. On a l'impression que les gens rient de nous... » et « On n'est pas capable de prendre des décisions nous-mêmes. On suit les décisions des hommes. La raison est que les femmes ont moins confiance en elles (femmes d'un groupe de castes mixtes d'une communauté, Baitadi).

Dans les zones ERP du Népal, des femmes de communautés de castes mixtes dans les zones d'intervention BRIGE ayant bénéficié du programme entier de dialogue familial ont rapporté une plus grande assurance et par rapport aux membres masculins de leur familles : « avant, s'il y avait des hommes et des femmes dans une réunion, les gens trouvaient cela suspect. Mais maintenant, hommes et femmes sont impliqués dans les réunions lors desquelles les femmes expriment elles aussi leurs opinions. Les hommes ont aussi commencé à être d'accord avec les opinions des femmes » (femmes d'un groupe de castes mixtes d'une communauté d'intervention BRIGE, Ghumthang). Différence notable toutefois chez les femmes des groupes Dalit ayant participé au programme BRIGE : elles n'ont rapporté aucun changement significatif au niveau de leur confiance en soi, un manque de changement également confirmé par les hommes de la même caste. Dans les zones non BRIGE, les femmes de groupes de différentes castes ont signalé une plus grande assurance et ont apprécié le soutien des hommes du même milieu social, mais les hommes et les femmes des groupes marginalisés ont présenté une image très sombre de l'assurance des femmes et de la confiance qu'ont les hommes envers les femmes : « Il n'y a eu aucun changement au niveau de la participation des femmes aux groupes communautaires les sept derniers mois. On ne ressent aucun changement. Cela est dû à nos propres faiblesses, notre manque d'éducation et de revenus, nos superstitions, etc. » (homme de la caste Dalit d'un groupe d'intervention communautaire BRIGE, Sahare). Il n'est pas possible de mesurer explicitement la différence en termes de plus grande confiance en soi entre les zones BRIGE et les zones non BRIGE chez les femmes de groupes de différentes castes, mais cet exemple montre que le fait de prendre en compte l'intersectionnalité (genre et caste dans le cas présent) exige une approche encore plus délibérée pour atteindre les personnes les plus vulnérables d'un groupe déjà marginalisé.



Participante au Dialogue Familial avec son jardin dans la région extrême-ouest du Népal.

Audrey Anderson

Dans les zones d'intervention LEAP au Niger, l'étude a montré que, grâce au dialogue familial, les opinions des femmes ont de plus en plus de valeurs concernant l'alimentation du ménage, puisque les femmes sont considérées comme principalement responsables de la préparation des repas. Les femmes se voient confier la tâche d'équilibrer la valeur nutritionnelle des aliments et leurs maris les informent de leur intention d'acheter certains aliments. Ce partage d'information offre aux femmes l'opportunité de donner leur opinion sur les types d'achats d'aliments auxquels le ménage doit donner la priorité. Ceci représente un grand changement depuis l'étude de base dans laquelle des femmes de Kania Tegui rapportaient qu'il n'y avait aucune consultation au sujet des achats d'aliments puisque « on

pouvait voir le chef de famille partir en direction du marché avec le sac rempli de céréales et réaliser à son retour que des condiments, du millet, du maïs et d'autres choses avaient été achetés au marché ».²³


Recommandation

Si un programme de résilience recherche une forte participation aux réunions ou événements communautaires des personnes traditionnellement marginalisées, celui-ci doit commencer par renforcer la confiance en soi et la confiance au sein du foyer, des ménages et au niveau individuel. Lorsque plusieurs couches d'exclusion affectent un groupe de personnes (ex. caste et genre), renforcer la confiance exige une démarche encore plus soutenue vu que le point de départ est très bas. La participation aux activités Dialogue familial s'est clairement avérée être un facteur important d'augmentation de la confiance en soi. Une grande confiance en soi au niveau individuel et au sein des ménages s'est traduite par une plus grande participation aux groupes et autres activités communautaires organisées par les programmes. Même s'il est important que les femmes aient confiance en elles, il est tout aussi crucial que les hommes aient confiance en les femmes et en leurs capacités, aussi. Ce point est abordé dans l'apprentissage-clé n° 4.

APPRENTISSAGE-CLÉ N° 2

Le dialogue familial a accru la confiance des hommes envers les femmes à l'extérieur du foyer, améliorant ainsi la mobilité des femmes

D'après l'anthropologue Diarra Doka, il y a peu de preuves d'une mobilité accrue des femmes en-dehors du foyer dans les communautés d'intervention de BRIGE au Niger, excepté pour les femmes allant à l'école coranique et, dans une certaine mesure, certaines réunions communautaires, ce qui a pu augmenter leur capital de liens sociaux (voir Encadré 3 pour découvrir les liens entre le capital social et la résilience). Diarra Doka attribue ce changement aux activités Dialogue familial qui ont augmenté la prise de décision partagée par rapport à la mobilité des femmes. Toutefois, au Népal, également à cause du contexte social (voir Encadré 1), l'importance du programme Dialogue familial a permis une plus grande confiance des hommes envers la mobilité des femmes, notamment la participation des femmes aux initiatives de renforcement des capacités et aux groupes communautaires. La capacité des femmes à participer aux réunions et aux groupes communautaires de par leur plus grande mobilité s'est traduite par un capital social plus élevé qui, selon plusieurs chercheurs, est un dispositif de protection important pour les femmes en cas de chocs ou de stress.²⁴ Agarwal écrit : « Les femmes ont davantage besoin de renforcer leur capital social par le biais de réseaux localisés, puisque leur possibilités d'accumuler des ressources économiques ainsi que leur mobilité physique sont en principe plus restreintes que celles des hommes ».²⁵ Shean retrouve cette tendance au Sahel, chez les femmes d'une même grande famille qui passent la plus grande partie de la journée ensemble, partageant les tâches et les informations.²⁶ Dans les zones d'intervention BRIGE au Népal, la présence des femmes aux réunions communautaires a augmenté en termes qualitatifs et quantitatifs, et grâce à leur participation aux sessions Dialogue familial ; les hommes et femmes ont signalé une plus grande appréciation des contributions des femmes, et certains membres des comités de direction des groupes, souvent des hommes, ont pris davantage conscience du rôle limité que jouaient les femmes auparavant.



« Avant, les villageois avaient l'habitude de se moquer de moi lorsque j'allais au village vendre des légumes. Je me sentais mal. À cette époque, j'étais la seule femme, puis nous avons commencé à venir en groupes. Ils ont arrêté leurs moqueries. Maintenant, les villageois m'apprécient. Je suis très occupée avec ma culture de légumes ».

— Femme d'un groupe de castes mixtes d'une communauté d'intervention BRIGE, district de Sindhupalchowk au Népal

23 Diarra Doka, M. p.17

24 Bernier, Q., et Meinen-Dick, R., Resilience and Social Capital, IFPRI, mai 2014, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2020resilienceconfpaper04.pdf>

25 Agarwal, B., Gender and forest conservation: the impact of women's participation in community forest governance. Ecological Economics, 68, 2009, pp. 2785-2799

26 Shean, A., "If the drumbeat changes, the dance must also change": Using a gender-integrated approach to enhance household and community resilience to food insecurity in the Sahel," Policy Analysis Exercise, 2014

Au Népal, les femmes prenant part aux groupes communautaires ont rapporté avoir davantage accès aux informations (ex. plans d'épargne, opportunités d'aide gouvernementale à la reconstruction), aux formations de préparation aux catastrophes, aux comités de systèmes d'alerte précoce, et aux nouvelles activités allant au-delà de leurs rôles et responsabilités traditionnels. Les avantages que représente la participation aux groupes communautaires permettent de renforcer leur capacité à absorber, à s'adapter et à répondre aux chocs et aux stress futurs. Par exemple, le fait de disposer davantage d'économies permet aux ménages d'agriculteurs d'avoir accès à d'autres options lorsque la sécheresse détruit les récoltes de la saison. La connaissance en matière de systèmes d'alerte précoce peut aider les ménages à rassembler plus efficacement les membres de la famille et les marchandises critiques en cas d'inondation soudaine. Une femme d'un groupe de castes mixtes dans une zone d'intervention BRIGE a déclaré : « En étant impliquée et en suivant de nombreuses formations auprès de diverses organisations, j'ai commencé à parler aux gens de la communauté, j'ai appris beaucoup de choses ». Lorsque les femmes ont acquis des connaissances et des compétences au sujet de la gestion des risques de catastrophe (DRM), découvert des opportunités de moyens de subsistance pertinents qui correspondent à des besoins commerciaux clairs, et acquis une plus grande confiance dans l'expression de leurs opinions, elles ont été capables de 1) transmettre ce savoir et ces compétences à leur ménage et 2) défendre efficacement des mesures de résilience à la maison et dans la communauté. Cela a pu fonctionner grâce à la confiance qu'un grand nombre d'entre elles avaient acquise grâce au dialogue familial. Dans le cadre de ce processus, la capacité de résilience a aussi été renforcée par le fait que les femmes (et les hommes) ont pu contribuer davantage à des tâches et à des responsabilités de prise de décision qui n'étaient pas en phase avec les rôles sexospécifiques traditionnels ; tel fut notamment le cas lors de la migration.

Dans les régions du programme M-RED au Népal, il y a eu des cas précis où la participation au dialogue familial a augmenté la confiance des hommes envers les femmes, en particulier lorsque cette confiance leur a permis de quitter le foyer pour participer aux groupes communautaires. Par exemple, un superviseur BRIGE a expliqué que pour deux couples, les hommes étaient contrariés d'apprendre que leurs femmes allaient à des formations. Ils pensaient que ces formations sont un endroit où les femmes vont pour flirter ou devenir « moralement corrompues ». Vers la fin du dialogue familial, toutefois, ils ont accepté que les femmes aillent aux formations. Avec ces deux couples similaires, un business plan a été élaboré pour les aider à promouvoir les produits agricoles découverts par les femmes lors des formations. Par ailleurs, au-delà du fait que les hommes ont permis davantage à leurs femmes de participer aux groupes et activités communautaires, la confiance des hommes s'est traduite en général en une plus grande mobilité pour les femmes. Dans une communauté BRIGE, les participants ont déclaré : « Lorsque les femmes travaillaient loin de la maison [les hommes] pensaient que ce n'était pas une bonne chose. Cela n'est plus le cas, et [les femmes] peuvent aller seules au marché et vendre [ces] légumes ». La capacité à vendre de façon indépendante des légumes suggère que certaines femmes ont une plus grande possibilité à accéder à des revenus réguliers, et cet argent peut s'avérer crucial en cas de choc climatique ou écologique.



Une femme du district de Kavrepalanchowk au Népal travaille dans son jardin. Elle et son époux, tous deux sur la photo, ont participé au Dialogue familial de leur communauté.

Ezra Millstein

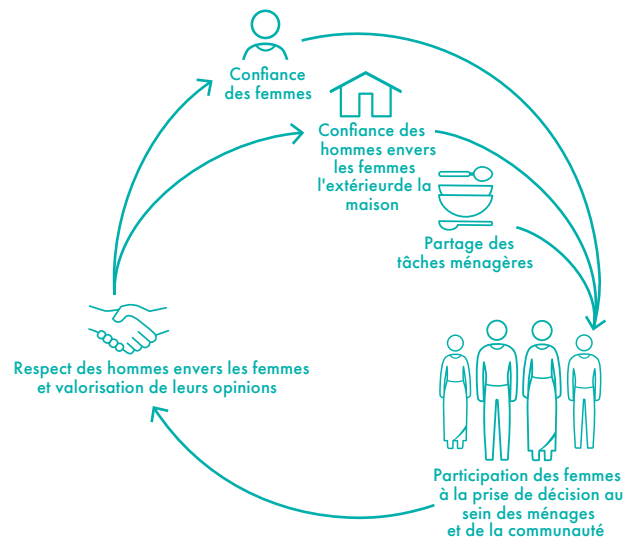
Il est prouvé, même chez les hommes ayant participé au dialogue familial, que la confiance envers les femmes n'est pas totale et que, par conséquent, leur mobilité hors du foyer est limitée dans la même mesure. Un homme a expliqué : « ...si une tâche au sein du groupe communautaire exige de voyager jusqu'à Dadeldhura ou Dhangadi (villes), elle ne s'y rendra pas seule, et nous devons envoyer quelqu'un pour l'accompagner. Elles ont aussi des difficultés à effectuer des tâches liées à la banque. Elles ont cette peur constante lorsqu'elles effectuent des transactions bancaires et reviennent avec l'argent ». En particulier, dans ce cas, l'homme ne permet pas à sa femme de sortir de la maison, mais probablement pas parce qu'il la croit mal attentionnée (ex. flirter ou devenir « moralement corrompue ») mais

parce qu'il ne pense pas qu'elle a les connaissances, les compétences et l'assurance nécessaires. Dans ce cas nous avons vu comment « L'Apprentissage-clé n° 2 : confiance des hommes envers les femmes en dehors du foyer » est lié à « L'Apprentissage-clé n° 4 : le respect des hommes envers les femmes et la valeur de leurs opinions ». Dans le dernier cas, la recherche montre que le fait d'augmenter les connaissances et les compétences des femmes (souvent à travers des groupes et formations communautaires) augmente le respect envers les femmes et leurs opinions. En retour, cela peut augmenter la confiance des hommes envers les femmes en dehors du foyer (Figure 3). Il est important de noter toutefois que dans la citation ci-dessus, il peut y avoir de nombreuses préoccupations légitimes quant à la sécurité des femmes en-dehors du foyer. **L'argument n'est pas que le dialogue familial est un remède au problème des inégalités entre hommes et femmes : c'est une intervention qui doit être ajoutée à d'autres stratégies de programmes sexospécifiques.** Les programmes doivent en même temps prendre en compte des activités auxquelles les femmes peuvent accéder en toute sécurité.

Dans les zones ERP du Népal, hommes et femmes de groupes de castes mixtes des zones d'intervention BRIGE ont signalé une plus grande confiance des hommes en la participation des femmes aux groupes et réunions communautaires. Les femmes ont senti qu'elles peuvent négocier davantage de temps et de mobilité pour participer à des activités communautaires. Toutefois, elles ont signalé une diminution importante de leur temps disponible, même si les hommes prennent quelques-unes des tâches ménagères pour qu'elles puissent avoir davantage d'activités hors du foyer. Cet aspect doit être pris en compte avec soin lorsqu'on conçoit des programmes liés à la résilience (voir ci-dessous « Apprentissage-clé n° 3 et Hypothèses relatives à la compréhension du rôle du genre dans les programmes de résilience). Grâce à leur participation aux groupes et formations communautaires, les femmes signalent une plus grande exposition aux informations, connaissances et compétences, surtout en ce qui concerne la gestion financière du ménage. Même s'il s'agit d'une étape précoce de la « chaîne causale de la résilience », nous pouvons voir comment une meilleure gestion financière peut permettre aux ménages d'économiser et d'investir dans différentes formes de capital humain et physique qui augmente la résilience aux futurs chocs ou stress. Dans les groupes communautaires, les femmes ont acquis des comportements qui augmentent directement la résilience : elles ont compris la valeur d'économiser dans des coopératives formelles (dont l'importance pour la résilience est également prouvée dans des recherches externes²⁷), la possibilité d'obtenir des prêts (ce qui est apparu comme central pour la résilience dans d'autres études²⁸), et les conditions pour bénéficier d'aides gouvernementales ; ce savoir peut mener à miser davantage sur la résilience des ménages. Comme l'a déclaré une femme de la communauté d'intervention BRIGE, « Nous avons aussi commencé à faire des économies, et ça, c'est un changement. Nous avons acquis des connaissances par le biais des formations et nous faisons des économies qui nous aideront dans le futur en cas de choc ou de stress ». En particulier en tant que membres de coopératives et de groupes d'épargne, elles ressentent une plus grande connexion aux autres femmes, un capital social crucial pour la résilience au sein du ménage et de la communauté.²⁹ Les hommes des groupes de castes mixtes déclarent que la participation des femmes aux formations augmente la capacité du ménage à se préparer aux futurs chocs et stress et à y répondre, et que pour cette raison, ils permettent à leurs femmes de participer à ces événements et s'occupent aussi de tâches ménagères pour que leurs femmes aient plus de temps libre.

FIGURE 3

RENFORCEMENT DANS LA CHAÎNE CAUSALE



27 Karlan, D., Savonitto, B., Thuysbaert, B., et Udry, C., Impact of Saving Groups on the Lives of the Poor, PNAS, 2017, <http://www.pnas.org/content/pnas/114/12/3079.full.pdf>

28 Food and Agriculture Organization (FAO), Agricultural Cooperatives and Gender Equality, 2012, <http://www.fao.org/docrep/017/ap669e/ap669e.pdf>

29 Frankenberger, T., Mueller M., Spangler T., et Alexander S., Community Resilience: Conceptual Framework and Measurement Feed the Future Learning Agenda. Rockville, MD: Westat, octobre 2013, https://agrilinks.org/sites/default/files/resource/files/FTF%20Learning_Agenda_Community_Resilience_Oct%202013.pdf



« *Oui, c'est mieux qu'avant [le dialogue familial]. Je suis très heureuse. Mon mari m'encourage à participer aux réunions puis me demande de partager ce que j'ai appris lors de la réunion* ».

— Femme d'un groupe de castes mixtes d'une communauté d'intervention BRIGE, district de Sindhupalchowk au Népal

Les hommes de groupes de castes mixtes et de groupes marginalisés ont aussi déclaré être ouverts au fait que les femmes participent à des activités qui diffèrent des rôles sexospécifiques traditionnels, comme la construction de maisons. Il faut noter que, lorsque des femmes de la caste Dalit ont été intentionnellement ciblées dans les activités, elles ont aussi montré un intérêt à participer grâce à la plus grande mobilité que cela induit par rapport aux femmes de castes supérieures. Par exemple, la participation des femmes de la caste Dalit aux formations en maçonnerie a abouti non seulement à des maisons plus sûres mais aussi à ce qu'elles soient engagées comme ouvrières qualifiées.

Dans les zones d'intervention LEAP au Niger, on s'est peu concentré sur la participation des femmes aux groupes et formations communautaires et pour cette raison, la recherche sur le terrain n'a relevé aucun changement pertinent dans la confiance des hommes envers les femmes et dans leur mobilité en-dehors du foyer. Toutefois, la confiance accrue des hommes envers les femmes a permis un plus grand accès aux téléphones portables ce qui, dans le futur, peut être utilisé pour faire la liaison avec des services d'information et financiers et augmenter ainsi leur résilience.

Recommandation

Pour permettre aux femmes d'améliorer la résilience au sein du ménage et de la communauté, il est nécessaire qu'elles aient la capacité d'agir et la mobilité pour contribuer de façon significative. Les hommes doivent être favorables à ce changement des rôles et faire confiance aux femmes au sein et en dehors du foyer ; ce changement commence par des interventions qui ciblent les normes sexospécifiques au sein des ménages. Il est aussi prouvé que les hommes sont plus susceptibles de faire confiance aux femmes lorsqu'elles participent à des groupes et formations communautaires s'ils sont conscients de la portée de ces événements prévus (aussi) pour les femmes. Au lieu de se concentrer uniquement sur l'autonomisation des femmes, une approche sexospécifique incluant hommes et femmes au début de l'activité est aussi une stratégie plus équilibrée et plus efficace pour gagner la confiance des hommes. Dans certains contextes, surtout lorsque les normes sexospécifiques sont plus strictes, il est aussi recommandé que le programme demande, là encore, dès le début, le soutien des gardiens et personnalités influentes (y compris des chefs religieux en tant qu'acteurs du changement) pour faire changer les attitudes, les perceptions et les comportements.

ENCADRÉ 3 : L'IMPORTANCE D'UNE PARTICIPATION SIGNIFICATIVE AUX GROUPES COMMUNAUTAIRES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE

Mercy Corps considère que la « participation significative des femmes aux groupes communautaires » est atteinte lorsque : « Au moins 30% des membres sont des femmes, et de nombreuses femmes contribuent aux discussions de groupe. Les femmes contribuent aux décisions-clés et leurs opinions sont reconnues et prises en compte. Les femmes sont présentes à des postes-clés de direction ou de soutien à la direction. Lorsque la décision d'une femme a des répercussions positives, c'est à elle qu'on en attribue le mérite. Lorsque les répercussions sont négatives, elle en prend la responsabilité ». Avec la réserve que le pourcentage doit être spécifique au contexte et peut être perçu comme un simple quota, la recherche a montré que la participation significative aux groupes communautaires est importante pour renforcer la résilience de trois façons cruciales : 1) accès à l'information et aux ressources, 2) contribution en matière de connaissances et de compétences et 3) renforcement du capital social. Cela valide les résultats de la recherche précédente

) AUTRE

)} SUITE

selon lesquels le capital social est une importante capacité de résilience.³⁰ Les types de capital social les plus observés dans la recherche menée au Népal incluent les liens relationnels et affectifs ; par capital social relationnel on entend des membres démographiquement similaires d'une communauté qui se réunissent lors d'une réunion d'un groupe communautaire et élaborent des interactions ordinaires qui renforcent possiblement des relations pouvant être utiles en cas d'urgence ; par capital social affectif on entend des participants de ces groupes communautaires qui sont présentés à d'autres acteurs utiles de la société (ex. acteurs du marché agricole privé, prestataires de services gouvernementaux, etc.).

Au Népal, au sein des communautés BRIGE, les femmes ont participé principalement aux **groupes de services financiers**, où elles ont renforcé leurs connaissances et leurs capacités à prendre des décisions éclairées concernant les économies, les emprunts, les subventions gouvernementales, et autres services ; aux **groupes de gestion des catastrophes**, où elles ont renforcé leur compréhension de la préparation aux catastrophes et souvent retransmis le message à leurs foyers, permettant que d'importantes mesures soient mises en place au niveau du ménage et de défendre certaines actions au niveau de la communauté ; aux **groupes de formation agricole**, où elles ont acquis des techniques agricoles plus résilientes et viables sur le plan environnemental et qui fournissent un potentiel d'augmentation de revenus ; et aux **groupes de mères**, où elles ont renforcé leur capital social et approfondi leurs connaissances en matière de pratiques nutritionnelles positives. Au Népal, les groupes de services financiers et les groupes de gestion des catastrophes ont été des voies centrales par lesquelles les programmes parents ont mis en œuvre leurs activités basées sur la résilience.

APPRENTISSAGE-CLÉ N° 3

Le dialogue familial a accru le partage des tâches ménagères, réduisant ainsi la charge de travail des femmes afin qu'elles puissent participer à des activités leur permettant de renforcer leur capacité à mieux absorber un choc ou un stress futur, à s'y adapter ou à y répondre.

Le dialogue familial a conduit à un partage accru des tâches ménagères entre les hommes et les femmes. Après une introduction initiale visant à développer une compréhension conceptuelle de la sexospécificité, les couples ont participé à une session sur la répartition des rôles et des responsabilités au sein du ménage. Inévitablement, cette discussion a encouragé une réflexion approfondie sur les tâches ménagères et la prise de conscience, par les hommes, que les femmes font beaucoup plus qu'ils ne le pensaient au départ. Au Népal et au Niger, les hommes ont participé davantage aux tâches ménagères, donnant ainsi aux femmes plus de temps pour s'engager dans différentes activités de renforcement de la résilience comme la participation à des formations communautaires au Népal ou la préparation d'aliments plus nutritifs au Niger.

Comme décrit plus haut, la participation aux groupes communautaires peut permettre la résilience de plusieurs façons : 1) la participation augmente souvent le capital social : en participant à ces groupes les femmes développent des ressources sociales (ex., réseaux, relations sociales, accès à d'autres institutions de la société) pouvant, plus tard, permettre de fournir un soutien en cas de chocs et de stress; 2) les femmes acquièrent les connaissances et les compétences qu'elles utilisent et partagent au niveau du ménage et peuvent partager et accéder à des informations au niveau de la communauté; and 3) les femmes contribuent à la prise de décision au sein du ménage et de la communauté.

30 Frankenberger et al, 2013.



« Mon mari est en Inde donc mon beau-père et moi-même avons participé au programme. Avant il me réprimandait sans arrêt en me disant que je dois faire tout le travail à la maison car je suis la belle-fille. Il se levait tôt pour aller directement bavarder au magasin ou boire du thé. Après avoir participé au programme, il se lève tôt, fait bouillir le lait et le livre aux différentes maisons. Il s'occupe aussi de nourrir le bétail et de l'emmenner aux pâturages. Si je vais dans la jungle chercher de l'herbe, il donne à manger aux enfants et les prépare pour aller à l'école ».

— Femme d'un groupe de castes mixtes d'une communauté d'intervention BRIGE, district de Dadeldhura au Népal.

Dans les régions du programme M-RED au Népal, les participants au dialogue familial ont raconté comment les hommes aident davantage aux tâches ménagères et comment les femmes utilisent leur temps libre pour 1) participer à des réunions de groupes agricoles où elles apprennent en général de nouvelles technologies agricoles (par ex. comment planter la canne à sucre) pouvant permettre d'augmenter leurs revenus et de renforcer les terres inondables et 2) participer aux réunions du Comité de gestion des catastrophes au niveau des communautés au cours desquelles les questions liées à la DRR sont abordées (ex. : systèmes d'alerte précoce). Comme l'a expliqué un superviseur BRIGE « Les femmes étaient occupées par les tâches ménagères. Aujourd'hui, elles ont plus de temps (puisque les hommes les aident), et elles peuvent rester toute la durée de la réunion. Avant, lorsqu'il y avait une réunion, elles devaient partir plus tôt pour préparer le dîner ». Une femme, exprimant un thème commun que l'on retrouve dans toute la recherche, a soutenu : « Avant, nous étions juste impliquées dans les tâches ménagères, maintenant nous participons à des réunions, des discussions et des formations pour apprendre de nouvelles choses (femme d'un groupe de la caste Dalit de la communauté d'intervention BRIGE, Dadeldhura). À un degré moindre, ce gain de temps a aussi signifié que les femmes ont pu mettre en œuvre ce qu'elles ont appris lors des réunions de groupes agricoles (ex. comment cultiver de nouveaux types de légumes), faire d'autres tâches (ex. ramasser du bois dans la forêt, aller au marché) ou des loisirs (par ex. de la pêche).

Même si les femmes ont acquis des connaissances et des compétences lors de ces réunions, il est aussi important de noter que leur participation a permis une plus grande contribution à l'information et à la capacité de la communauté. En particulier, grâce à la valeur ajoutée que constitue la confiance en soi (voir Apprentissage-clé n° 1), les femmes ont pris la parole dans les groupes communautaires et ont fourni des connaissances basées sur leur propre expérience. Lors d'une réunion CDMC, les participants ont décidé qu'ils voulaient cultiver des pommes de terre (subvention M-RED) et ont décidé de la quantité à planter. Les hommes ont dit qu'ils devraient planter 10 kilogrammes chacun ; les femmes, par contre, ont dit qu'elles voulaient en planter 25 kilogrammes. Il s'avère que ce sont les femmes qui sont généralement responsables de la plantation et du travail des champs, et non les hommes. Les hommes, sans le savoir, avaient suggéré une quantité beaucoup plus petite parce qu'ils pensaient que les femmes ne seraient pas en mesure de gérer davantage. Cela est un exemple qui montre explicitement que les opinions des femmes dans la prise de décision communautaire apportent une différence dans la production agricole, que les pommes de terre soient utilisées au final comme moyen de subsistance ou comme produit de vente. Elles conduisent également et de façon générale à de meilleures décisions qui affectent la communauté entière. L'amélioration de la production agricole est importante pour la résilience des ménages dans la mesure où elle fournit de la nourriture et des revenus. Au niveau communautaire, certaines des cultures promues, comme la canne à sucre, servent en fait à renforcer les terres inondables où elles sont plantées. Dans un exemple pour un autre district, les hommes ont voulu mener une l'agriculture de groupe pour cultiver du maïs. Les femmes ont expliqué que les parcelles de terre sont séparées et donc inappropriées à l'agriculture de groupe, et qu'il peut y avoir des désaccords si le maïs est planté en commun. Suite à la participation des femmes, ils ont décidé de planter au niveau de chaque ménage.

Dans les zones ERP du Népal, les participantes au dialogue familial de groupes de castes mixtes ont signalé d'importants changements au niveau des rôles sexospécifiques grâce à la structure des sessions « ...[qui] utilisent une méthode différente selon laquelle les hommes et les femmes sont mis ensemble lors de la formation. Auparavant, d'autres programmes étaient uniquement centrés sur les femmes. Le fait de mettre hommes et femmes ensemble

donne de meilleurs résultats » (femme d'un groupe de castes mixtes d'une communauté d'intervention BRIGE, Kavrepalanchowk). Parmi ces changements, il y a un plus grand partage des tâches ménagères par les hommes, et les femmes ont plus de temps pour participer aux réunions, groupes communautaires et activités productives (ex. : agriculture, petites entreprises) ; d'un autre côté, le changement a été moins important chez les femmes du groupe Dalit et autochtone. Le changement le moins important observé chez les groupes marginalisés peut s'expliquer par le fait que les femmes de ces groupes ne respectaient pas strictement les règles les obligeant à rester à la maison, puisqu'elles étaient mises à contribution économiquement pour contribuer au revenu du ménage. Les femmes et les hommes de ces groupes étaient déjà ouverts à l'idée d'une plus grande mobilité pour les femmes. Toutefois, en particulier pour ces groupes, il y a eu une augmentation très limitée, voire inexistante de la participation significative aux groupes communautaires, ce qui peut s'expliquer par le fait qu'une plus grande intentionnalité est nécessaire pour aborder les groupes marginalisés. Les hommes des groupes de castes mixtes et des groupes marginalisés ayant participé à la formation Dialogue familial ont rapporté un changement considérable de l'aide apportée aux membres féminins de leurs familles au niveau des tâches ménagères. En général, selon les hommes des groupes de castes mixtes, les femmes utilisent ce gain de temps pour participer aux groupes communautaires. Cela leur offre plus de connaissances que les hommes en termes de préparation aux catastrophes. Toutefois, les hommes ont indiqué que les positions-clés dans les groupes communautaires sont tenues par des hommes et qu'ils prennent les décisions finales. Dans les zones non BRIGE (les communautés ayant bénéficié uniquement de la formation d'alphabétisation financière favorisant l'équité entre les sexes et non de tout le programme Dialogue familial) seules les femmes des groupes de castes mixtes ont signalé avoir davantage de temps pour participer aux groupes communautaires grâce au soutien de leur mari. Toutefois, des hommes du même milieu ont mentionné que la participation des femmes aux discussions au sein du ménage et de la communauté augmente principalement parce que « les temps changent ».

Dans les zones d'intervention LEAP, probablement dû au contexte culturel du Niger, l'impact du programme de dialogue familial sur le partage des tâches ménagères a suivi plus strictement les voies sexospécifiques et les hommes ont aidé directement les femmes avec les tâches plus physiques (comme d'aller chercher l'eau) ou payé quelqu'un pour les aider. Très peu d'hommes se sont occupés des tâches ménagères ou des enfants, considérés comme la responsabilité des femmes. Les femmes ont tiré parti de ce gain de temps pour préparer les repas avec plus de soin : une préparation plus saine de la nourriture et davantage de repas par jour.³¹ Les femmes ont aussi utilisé ce gain de temps pour aller à l'école coranique, ce qui peut aussi renforcer le capital social. Une femme de Kania a déclaré : « Oui, les hommes s'engagent davantage. Ils effectuent des tâches ménagères. Les campagnes et les messages de sensibilisation pendant la prière du Vendredi ont permis une plus grande prise de conscience [du besoin d'aider aux tâches ménagères] ». ³² Une autre femme à Gao a rapporté que, grâce au partage des tâches ménagères « nous mangeons mieux, nous nous occupons mieux de nos enfants et ils sont en meilleure santé, nos maris sont plus heureux car nous leur accordons plus d'attention ». ³³



Un homme à Kania au Niger, aide aux tâches ménagères en allant chercher du bois.

Marthe Diarra Doka

Dans tous les programmes, et en général, le capital social n'est pas facilement mesurable. Il est basé sur les appartenances locales, les conventions morales et sur les normes, la réciprocité et la confiance au sein d'une communauté. Les recherches précédentes montrent toutefois que le capital social est important pour déterminer la

31 Diarra Doka, p.5

32 Ibidem, p.37

33 Ibidem, p.35

nature de la résilience au niveau communautaire.³⁴ Les types de capital social les plus observés dans la recherche menée au Népal incluent les liens relationnels et affectifs (Voir Encadré 3). Au Népal, ce capital social, mesuré qualitativement par le biais de la participation aux groupes communautaires, a été observé dans les communautés BRIGE et non BRIGE. Toutefois, dans les communautés BRIGE, grâce à la participation (et de façon plus significative) davantage de femmes aux groupes communautaires, le capital social a semblé être plus élevé.

Recommandation

Si l'approche programmatique pour améliorer la résilience se fait par des sessions d'informations et de formations, il est important de tenir compte des personnes que l'organisation de soutien désire voir participer à ces réunions et si elles ont le temps de participer étant donné les autres priorités concurrentes comme les tâches ménagères. Si les femmes ont peu de temps disponible, il est important de favoriser des mesures pour augmenter le soutien des hommes à la participation des femmes, comme s'occuper des tâches ménagères pour que les femmes puissent participer à ces réunions. De la même manière que les programmes de développement ont fait davantage attention à programmer les activités d'intervention en fonction des disponibilités des participants, de leur emploi du temps et de leur charge de travail, les programmes axés sur la résilience doivent mieux définir leurs stratégies pour réduire la contrainte de temps auprès des participants ciblés. Pour que les femmes participent, il peut s'avérer nécessaire de cibler le changement au niveau individuel et au sein des ménages, de réduire les tâches ménagères des femmes en encourageant les hommes à partager cette responsabilité.

ENCADRÉ 4 : PRISE DE DÉCISION AU SEIN DES MÉNAGES POLYGAMES—NIGER

Dans le sud du Niger, la polygamie traditionnelle exclut la possibilité de prise de décision partagée car les décisions importantes sont prises par le chef de famille (homme).

En ce qui concerne la division des tâches liées à la production agricole pour la consommation ménagère, la première épouse prend les décisions, et les épouses suivantes ne participent pas à la discussion. La recherche au Niger a également pris en compte l'effet du dialogue familial sur les familles polygames et a souligné certains changements intéressants en termes de prise de décision. En conséquence, leur participation à la formation Dialogue familial et l'appui de personnes influentes de la communauté ont permis à plusieurs hommes d'être favorables à l'implication de leurs femmes, en fonction des besoins de leur ménage : « La dernière récolte a été bonne. Mon mari, son autre épouse et moi-même avons eu les moyens d'acheter un mouton. Pour la fête de la Tabaski, notre mari nous a informées du besoin de le vendre car il était devenu suffisamment gros. Nous étions d'accord avec lui. Un fois le mouton vendu, nous avons discuté ensemble des investissements possibles. L'argent gagné a été utilisé pour acheter une chèvre, un mouton et une brebis. Avec cet argent, nous achetons des vêtements d'enfants pour préparer la dot de notre fille. Cela est le résultat de la prise de décision partagée entre trois personnes » (famille polygame d'une zone d'invention BRIGE).³⁵

Cependant, cette recherche-action montre aussi une résistance générale envers le partage du budget du ménage ; malgré tout, il est important de noter que dans certains cas, un budget séparé peut appuyer la résilience. Par exemple, avoir un budget indépendant peut empêcher le mari d'utiliser les fonds de son épouse pour se marier à une autre femme, protégeant ainsi les ressources pour les autres besoins du ménage. Comme l'a dit un homme de Gao : « Je ne suis pas d'accord avec l'idée d'un budget partagé puisque hommes et femmes ont des besoins différents. Par exemple, un mari et une femme peuvent convenir d'utiliser le budget commun pour marier une des filles, mais une épouse n'accepterait jamais d'utiliser le budget commun pour que je prenne une seconde épouse ». ³⁶

34 Frankenberger et al, 2013

35 Diarra Doka, p.31

36 Ibidem, p.30

APPRENTISSAGE-CLÉ N° 4

Le dialogue familial a accru le respect des hommes envers les femmes et la valeur de leurs opinions, améliorant ainsi la participation des femmes à la prise de décision au sein du ménage

La réflexion initiale sur les rôles et responsabilités sexospécifiques qu'offre le dialogue familial a été considérée comme un facteur important de prise de conscience pour les hommes et les femmes, à la fois au Népal et au Niger. Au cours de ces exercices, les femmes ont réalisé la valeur des connaissances qu'elles ont dans les domaines traditionnellement féminins (ex. préparation des repas et équilibre nutritionnel, soin des enfants) et, surtout au Népal, elles ont réfléchi à la possibilité de contribuer à certains domaines non sexospécifiques (ex. gestion financière, épargne et emprunts) grâce aux connaissances acquises lors des formations et de par leur expérience en matière de renforcement des capacités. La nourriture et la nutrition sont des aspects cruciaux pour le capital humain, qui permet à un individu, un ménage et même une communauté à mieux absorber les chocs et les stress, à s'y adapter et à y répondre. Là encore, dans cette étude il n'a pas été possible de mesurer les impacts directs d'une meilleure nourriture et d'une meilleure nutrition sur la résilience ; toutefois, d'autres recherches ont montré à quel point le capital humain est crucial à la résilience, avec des arguments comme « le capital humain est l'un des déterminants de résilience les plus importants car il peut augmenter ou diminuer l'efficacité d'autres types de capital dans les démarches de renforcement de la résilience ». ^{37,38}

Au Niger, les hommes et les femmes ont fait preuve d'une plus grande prise de conscience de l'expertise des femmes liée à la diversification et à l'utilisation d'aliments, un domaine typiquement féminin. Le dialogue familial a facilité cette prise de conscience, permettant ainsi aux femmes de se sentir plus confiantes quant à leurs connaissances et leurs compétences, et donnant aux hommes l'opportunité de valider cette capacité. Selon Diarra Doka, la recherche-action au Niger a montré que les opinions des femmes sont de plus en plus prises en compte lorsqu'il s'agit de nourrir la famille; par conséquent, les hommes et les femmes s'écoutent mutuellement, comme le préconisait la formation au dialogue familial. L'engagement des chefs de la communauté dans la campagne de changement des comportements post-dialogue familial a appuyé encore davantage ce processus avec des exemples positifs.

Dans les programmes ERP au Népal, les hommes ont eu davantage de respect pour les femmes et pour leurs opinions grâce au dialogue familial et à la plus grande exposition des femmes aux formations (ex. préparation aux catastrophes, compétences financières, etc.). Comme une femme d'une zone d'intervention BRIGE l'a déclaré : « Oui, il y a eu un changement. Avant, je n'arrivais pas à parler devant les autres. Je ne savais rien des taux d'intérêt, des produits et autres informations liées à la coopérative. Avant j'étais un membre, aujourd'hui je suis secrétaire de la coopérative. Maintenant je peux suivre n'importe quel programme et aussi répondre aux questions avec assurance » (femme d'un groupe de castes mixtes d'une communauté d'intervention BRIGE, Kavrepalanchowk). Au Népal, malgré l'évolution vers un plus grand respect des opinions des femmes de la zone d'intervention BRIGE, les positions-clés aux comités exécutifs restent dominées par les hommes. Cette tendance correspond à ce qui a été souligné par d'autres organes de recherche sur la participation des femmes à la prise de décision et sur le besoin de se concentrer sur la qualité et la nature de la participation (y compris le renforcement des capacités) et non seulement sur le résultat (davantage de membres). ³⁹



Un mari et sa femme qui ont participé au dialogue familial dans le district de Dadeldhura, au Népal, cultivent ensemble des tomates.

Sangita Adhikari/Mercy Corps

37 Frankenberger et al, 2013

38 Voir aussi Mayunga, 2007

39 O'Neil, T., et Domingo, P., The Power to Decide. Women, Decision-Making and Gender Equality, ODI, Londres, 2015, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9848.pdf>

Dans les régions du programme M-RED au Népal, les communautés BRIGE et non BRIGE ont elles-mêmes rapporté des changements dans la façon dont les hommes respectent les femmes et valorisent leurs opinions. Le coordinateur d'un district d'intervention M-RED a expliqué que désormais les hommes disent, « Avant, quand je prévoyais de vendre une vache ou un buffle, je ne lui demandais pas son opinion; maintenant je la consulte » (District de Kanchanpur). Des membres d'une communauté d'intervention non-BRIGE ont aussi déclaré : « Nous [les hommes] écoutons les femmes davantage » et « [Les hommes] ont aussi demandé notre opinion au moment de vendre la canne à sucre ». Même si ces exemples ne prouvent pas qu'un ménage est forcément plus résilient, lorsqu'on prend en considération la « chaîne causale de la résilience » supposée, on peut voir qu'une plus grande consultation de plusieurs intervenants, en particulier ceux ayant des connaissances supplémentaires ou différentes concernant les capacités et les besoins des ménages, peut aboutir à de meilleures décisions financières qui, à leur tour, peuvent donner lieu à des comportements plus résilients. Dans les exemples susmentionnés, une partie du manque de différenciation entre les communautés BRIGE et non BRIGE peut, là encore, s'expliquer par le fait que les communautés BRIGE ont aussi bénéficié d'une formation partielle sur l'égalité entre les sexes par le biais des modules d'alphabétisation financière sur les Rôles et responsabilités partagées et la Prise de décision commune.



« *[Les hommes] écoutent aussi les femmes [sur] quoi planter et où planter* ».

— Femme d'un groupe autochtone d'une communauté d'intervention BRIGE, district de Kailali au Népal

Grâce à la participation accrue des femmes aux groupes et activités communautaires, les hommes valorisent davantage leurs opinions, puisqu'ils perçoivent les femmes comme étant plus informées et plus éduquées. Par exemple, un homme a expliqué comment se déroule la préparation à une nouvelle catastrophe éventuelle, « ...les femmes participent maintenant aux groupes communautaires et sont plus informées... donc, cela peut être utile » (homme de la caste Dalit d'une zone d'intervention BRIGE, Dadeldhura). Ce qui est intéressant est que la « chaîne causale de résilience » n'est pas parfaitement linéaire (voir Figure 2). C'est à dire que la confiance des hommes envers les femmes et le partage grandissant des tâches ménagères contribue à une plus grande participation des femmes aux groupes et activités communautaires ; en même temps, cette participation, en vertu des connaissances et compétences qu'acquière les femmes, augmente le respect des hommes envers les femmes et la valeur de leurs opinions (Figure 3).

Il est important de noter que dans les communautés M-RED, le changement des normes sexospécifiques n'est pas encore total. À de nombreuses occasions, les hommes ont exprimé des doutes quant à l'opinion des femmes. Par exemple, même lorsque les hommes ont exprimé un soutien général aux femmes d'un groupe de discussion, l'un d'entre eux a ajouté « Alors, maintenant elles parlent, mais parfois elles parlent trop, même plus que les hommes, mais elles sont plus faibles dans d'autres domaines. [Nous pensons que] les femmes ont tendance à parler plus mais on ne peut pas leur demander des comptes » et un autre a expliqué, « Certaines [des femmes] n'ont pas assez d'informations. Elles ne sont pas sorties de la maison, donc elles ne sont pas informées (hommes d'une communauté d'intervention BRIGE, Dadeldhura). Ces exemples montrent que même s'il y a des évolutions manifestes en faveur de la prise en compte des opinions des femmes, il reste des réserves quant à la valeur de leurs opinions et certaines différences entre les femmes contribuant à la prise de décision et celles prenant leurs propres décisions. Étant donné la brièveté de l'intervention BRIGE, on doit s'attendre à ce que le changement de normes culturelles profondément ancrées concernant les rôles sexospécifiques soit un processus continu.

Dans les zones ERP du Népal, les hommes et les femmes des groupes de castes mixtes des zones d'intervention BRIGE rapportent une augmentation de la valeur attribuée aux opinions des femmes. Selon eux, certaines des activités programmatiques promues sont cruciales à cette évolution. Par exemple, hommes et femmes ont mentionné la visite d'observation que des femmes avaient effectué à un salon de l'agriculture comme une excellente opportunité de recueillir des connaissances et de proposer des idées novatrices qui ont ensuite été adoptées dans le ménage. Deux hommes de groupes de castes mixtes d'une zone d'intervention BRIGE, Sindhupalchowk, ont affirmé avoir adopté des idées proposées par les femmes après la visite de contact : « Les femmes ont décidé de commencer la culture de pois.

Nous n'avions jamais cultivé de pois auparavant. Elles ont découvert cela lors d'une visite d'échange. [...] La culture du gingembre est aussi une nouvelle décision des femmes ». Toutefois, dans les zones d'intervention non BRIGE (zones où la formation au dialogue familial n'a pas été proposée), les hommes et les femmes de tous milieux sociaux ne rapportent aucune amélioration significative par rapport à la prise en compte des opinions des femmes.

Dans les zones d'intervention LEAP au Niger, Diarra Doka affirme que les opinions des femmes sont davantage valorisées par les hommes tant qu'elles sont liées à leurs domaines sexospécifiques, la nourriture et la nutrition par exemple, qui ont toujours été considérées comme étant la responsabilité des femmes. Comme l'a déclaré une femme de Gao, avant l'intervention BRIGE, « Le mari donnait une certaine quantité de céréales à l'épouse et lui disait d'en tirer le maximum »⁴⁰ alors que, après l'intervention, un homme de Gao a parlé de la nouvelle coopération entre époux « Nos épouses nous ont toujours aidé pour assurer la nourriture, mais maintenant elles le font avec plus d'ardeur, elles se sentent plus engagées ».⁴¹ D'après Diarra Doka, il est possible que la plus grande valeur accordée aux opinions des femmes ait pu se traduire dans des domaines autres que leurs rôles sexospécifiques traditionnels, au-delà de la nourriture et de la nutrition, comme la prise de décision financière. Elle dit que cela est possible uniquement si les programmes augmentent les connaissances et les compétences des femmes dans d'autres domaines, comme la gestion financière et que les équipes du programme LEAP continuent à demander l'appui des chefs et gardiens communautaires d'influence pour faire évoluer les normes sociales.⁴² Comme l'a déclaré une femme de Kania, il faut d'abord éduquer les femmes avant de s'attendre à ce que les hommes valorisent leur opinion : « [Mobile Money] est une bonne chose, mais si on ne connaît pas le processus, on risque de perdre de l'argent. Nous sommes illettrées et nous avons besoin que nos capacités soient renforcées à cet égard ».⁴³

Recommandation

Les futurs programmes qui visent à augmenter l'autonomisation des femmes, de sorte que leurs opinions soient prises en compte dans la prise de décision au sein du ménage et de la communauté, doivent susciter le soutien des hommes, surtout ceux qui sont des chefs influents et respectés de la communauté. Ce soutien a plus de chance de se produire si à la fois hommes et femmes prennent d'abord conscience de leurs valeurs respectives, ce qui va souvent de pair avec les voies sexospécifiques traditionnelles. Ensuite, il sera vraisemblablement plus acceptable d'élargir la valeur des opinions des femmes aux yeux des hommes dans des domaines moins traditionnels et moins sexospécifiques (ou du sexe opposé). Bien sûr, pour améliorer la valeur des opinions des femmes aux yeux des hommes, ces opinions doivent être informées et éclairées. Ensuite, les interventions de programmes doivent inclure une formation pour augmenter les connaissances et les compétences des femmes. Ce type de changement social prend forcément du temps ; même si le dialogue familial a bien changé les attitudes et les perceptions des hommes envers les femmes, il est probable qu'un changement social futur nécessitera d'autres formations animées ou des modules plus à jour.

40 Diarra Doka, p.17

41 Ibidem, p.35

42 Diarra Doka, p.24

43 Ibidem, p.25

Autres recommandations

Regrouper les interventions pour être plus efficace

Dans les programmes axés sur la résilience, et sur le développement en général, une participation active et significative des membres de la communauté est cruciale. Même si cela peut sembler évident, nous avons constaté en pratique que la participation est déterminée ou limitée par les normes sociales existantes. C'est particulièrement le cas pour les groupes sexospécifiques ou autres groupes élaborés par la société, comme les castes. Les membres de la communauté participent au sein des entités sociales définies par leurs foyers et communautés. Ce ne sont pas des agents parfaitement libres de contexte agissant sur la libre volonté de l'individu.

Les femmes en particulier, peuvent ne pas avoir le droit de participer à toutes ces entités. Au Népal par exemple, certains hommes désapprouvaient la participation de leur femme aux réunions de groupe hors du foyer avant l'intervention BRIGE. Ces hommes avaient perçu les réunions comme des places où les femmes peuvent flirter ou devenir « moralement corrompues » (voir Apprentissage-clé n° 2 ci-dessus). Par conséquent, si un programme axé sur la résilience se base sur les groupes communautaires comme moyen principal de transmettre l'information, comme ce fut le cas dans les deux programmes au Népal, il est important de prendre en compte non seulement l'organisation des activités de groupe mais aussi d'encourager la participation de tous les segments de la population. La recherche montre comment ce type de changement social nécessite d'abord un changement au niveau individuel et au sein des ménages.

De plus, si les femmes ont le droit de participer, elles peuvent ne pas le faire de façon significative. Nous voulons dire ici qu'une participation significative (mesurée en termes de prise de parole, de partage d'opinions, d'opinions sérieusement prises en compte, de capacité à diriger) peut être limitée par les normes sociales quant à la façon dont les femmes sont censées participer (voir Apprentissage-clé n° 1, ci-dessus). Les femmes du Népal ont montré une certaine réserve dans les groupes communautaires, en particulier les groupes mixtes, à cause des normes sexospécifiques établies. Une femme a dit : « Je pense qu'on a les informations [pour contribuer à une réunion de groupe], mais on ne parle pas. Aujourd'hui on est capable de parler un peu parce qu'il n'y a que des femmes ici [dans le groupe de discussion] ; s'il y avait des hommes, on aurait peur et on serait inquiète. C'est la faiblesse des femmes » (femme d'une communauté non-BRIGE, Baitadi).

Si une approche de résilience revendique que la participation des femmes va enrichir les connaissances collectives au niveau des vulnérabilités et des opportunités, il est supposé au fond que les femmes vont prendre la parole pour partager l'information. En comparant l'intervention de BRIGE aux groupes de non intervention, on s'aperçoit que cette supposition est souvent fautive et qu'un soutien supplémentaire pour changer les normes sexospécifiques, en commençant au sein du ménage, est nécessaire.

Pour augmenter la qualité et la quantité de la participation des membres communautaires aux programmes visant à renforcer la résilience, ces programmes doivent ajouter une couche fondamentale qui prépare les individus à mieux participer. Ceci doit commencer au niveau individuel et au sein des ménages et s'adapter à chaque contexte. Par exemple, il est important de considérer si l'impact du dialogue familial serait maximisé en engageant hommes et femmes au même endroit (ex. au Népal) ou si le fait de commencer par des sessions subdivisées par sexe serait plus efficace (par ex. au Niger). Lorsqu'on choisit des sessions subdivisées par sexe, il est important de s'assurer malgré tout que les opinions des femmes vont être présentées aux hommes ; cela peut se faire par le biais de représentants des groupes de femmes ou par des femmes respectées au niveau de la communauté.

Les interventions de résilience habituelles doivent être regroupées avec d'autres activités visant à renforcer l'autonomisation. Souvent, ces « compétences personnelles » doivent être développées au niveau individuel et au sein des ménages avant qu'on puisse s'attendre à ce qu'elles se manifestent au niveau de la communauté. Au Népal, le dialogue familial regroupé avec les autres interventions programmatiques est ce qui a réellement amélioré la participation des femmes aux groupes communautaires. Apparemment éloigné des activités de réduction des risques

de catastrophe et de développement de systèmes de marché, le dialogue familial a été une activité cruciale qui a rendu ces activités, stratégiquement conçues pour renforcer la résilience des ménages et communautés aux chocs et stress climatiques et écologiques, beaucoup plus percutantes. Si des problèmes de prise de décision au sein du ménage se produisent pendant les évaluations initiales en matière de genre ou de risque/résilience, il est conseillé de penser à intégrer l'intervention Dialogue familial dès le début de la mise en œuvre du programme. Comme l'a montré l'expérience au Niger, pour adapter l'intervention aux ressources limitées, l'adhésion et l'engagement des chefs respectés de la communauté est un composant-clé.

Une perspective sexospécifique implique de tenir compte des hommes

Lorsque les spécialistes déclarent « nous devons penser davantage au genre », cela est souvent et de façon simpliste interprété comme « Il faut inclure les femmes ». Bien que cela soit souvent vrai, une meilleure inclusion des femmes exige parfois aussi une meilleure inclusion des hommes (voir Apprentissage-clé n° 2 et 4). Intégrer les genres signifie aborder les normes, les croyances, les rôles et les attentes attribués aux hommes et aux femmes, souvent en commençant au niveau du ménage. De fait, le rôle des femmes est généralement défini à l'opposé de celui des hommes. Changer les normes et les attentes pour les hommes permet d'ouvrir de nouveaux espaces auxquels les femmes peuvent participer. Le fait de ne pas prendre en compte les hommes signifie que ces espaces restent clos et en compétition, et ainsi plus difficiles à accéder pour les femmes. Le dialogue familial a pour principe fondamental de faire évoluer les normes sociales pour les hommes et les femmes et à développer un meilleur dialogue au sein du ménage. C'est la raison pour laquelle hommes et femmes sont rassemblés dans le dialogue, et que les femmes sont encouragées à comprendre la vision que les hommes ont du monde tout comme les hommes sont encouragés à comprendre celle des femmes.

La confiance en soi est une base essentielle pour la résilience (voir ci-dessus, Apprentissage-clé n° 1). Bien que les approches d'autonomisation réservées aux femmes puissent considérablement renforcer leur assurance, nous estimons que cela est souvent insuffisant : il est également nécessaire de renforcer la confiance des hommes envers les femmes pour que celles-ci disposent de nouveaux espaces auxquels elles pourront participer en toute confiance. La recherche montre que le dialogue familial, qui se concentre sur l'engagement à la fois des hommes et des femmes, a effectivement fait évoluer les normes sociales dans de nombreux foyers, et a augmenté la confiance des hommes en les femmes et en leurs opinions.

Conclusion

Cette recherche sur plusieurs programmes et dans plusieurs pays a permis de montrer comment les programmes visant à renforcer la résilience au sein du ménage et de la communauté peuvent être plus efficaces si les barrières sexospécifiques qui commencent au niveau individuel et au sein des ménages sont prises en compte. Ceci implique de comprendre les normes sexospécifiques existantes dans un contexte et d'accepter que le changement, en particulier celui qui doit d'abord commencer au niveau individuel et au sein des ménages, sera inévitablement plus progressif que prévu initialement par les programmes opérant principalement au niveau de la communauté.

Les programmes de résilience ne doivent pas négliger l'importance sous-jacente de la confiance qui est apparue clairement comme la base nécessaire à une meilleure participation aux activités des programmes. L'assurance des femmes et la confiance des hommes envers les femmes peuvent jeter les bases d'un plus grand engagement à la fois des hommes et des femmes. L'accent mis sur le changement des normes sexospécifiques au sein des ménages, facilité par le dialogue familial, a apporté cette assurance et développé des attitudes plus équitables du point de vue du genre. Ces attitudes sont souvent devenues des comportements plus équitables : les hommes ont montré un plus grand respect envers les femmes et la valeur de leurs opinions dans les décisions du ménage, ce qui est important pour renforcer les capacités de résilience. Même s'ils semblent éloignés de la notion de résilience, certains de ces nouveaux comportements ont aussi inclus des hommes s'occupant des tâches ménagères, ce qui a permis aux femmes de participer aux groupes communautaires où elles ont acquis des connaissances et des compétences, contribué à partager l'information à la communauté, et renforcé leur capital social. Le capital humain et le capital social, à leur tour, comprennent les capacités de résilience pouvant s'avérer cruciales lors du prochain choc ou stress éventuel auquel les ménages ou communautés devront faire face. Une autre particularité de cette intervention au sein des ménages est qu'elle a obtenu plusieurs résultats qui semblent se renforcer mutuellement et qui ainsi renforcent aussi les capacités de résilience : changer les normes sexospécifiques au niveau du ménage a permis de renforcer l'assurance des femmes et ainsi leur participation aux groupes qui visent à renforcer ces capacités de résilience ; la participation à ces groupes a permis l'acquisition de nouvelles compétences, qui ont augmenté la confiance des hommes envers les femmes ; et une plus grande confiance des hommes envers les femmes a permis que les opinions des femmes soient davantage valorisées dans la prise de décision au niveau du ménage.

Alors que le discours sur la résilience continue d'influencer la manière dont les politiques et les pratiques de développement sont formulées, il est important de considérer que le changement souhaité au niveau de la communauté et des systèmes nécessite souvent un premier changement au niveau individuel et au sein des ménages. Les normes sexospécifiques sont profondément ancrées au sein des ménages et déterminent souvent celui ou celle qui participe aux décisions et aux activités qui renforcent les capacités de résilience. Une meilleure inclusion des femmes et d'autres groupes marginalisés peut se traduire par des opinions plus éclairées ou des perspectives différentes dans la discussion. Cela peut également signifier le renforcement des connaissances et des compétences des personnes qui occupent une position particulière pour aider leurs ménages et leurs communautés à mieux absorber les chocs ou les stress climatiques ou écologiques, à s'y adapter et à y répondre. Cette inclusion doit être un processus actif, elle ne se fera pas d'elle-même et, pour cette raison, les stratégies de résilience devraient incorporer des interventions au sein des ménages qui rendront les autres activités stratégiques plus efficaces à long terme.

Définitions

Accès

En ce qui concerne les produits et services, l'accessibilité fait référence à deux facteurs dominants : 1) la disponibilité (côté offre) et 2) l'accessibilité (côté demande). La disponibilité d'un produit ou service signifie qu'il est présent, et l'accessibilité signifie qu'il peut être obtenu par des moyens raisonnables (de capital financier/physique, humain et sociopolitique).

Accès aux liens commerciaux

Les femmes peuvent accéder à un tout un ensemble de points de connexion commerciaux (en entrée et en sortie) à un marché défini, leur permettant ainsi de participer et d'obtenir des prix de vente équitables pour leurs marchandises. Un accès complet et équitable au marché englobe la localisation de points de connexion (par ex. pas trop éloignés), l'absence de lois/politiques discriminatoires ou déloyales et l'accès aux connaissances et compétences exigées (ex. alphabétisation financière).

Attitudes

Prédisposition mentale envers une entité (souvent une autre personne, un objet, un événement ou une institution) qui est façonnée par des expériences passées et présentes et des normes sociales. Les attitudes influencent souvent les décisions et le comportement (par ex. Quelle est l'attitude de cette personne face au risque ? Elle est prudente).

Comportements

Une décision ou une activité observable généralement dans une situation particulière ou en réponse à un stimulus (ex., Parce qu'elle est prudente et perçoit cette infrastructure comme risquée, elle souscrit à une assurance complémentaire).

Outil de participation communautaire

Tel que conçu par BRIGE, il évalue le niveau de participation des femmes et des personnes marginalisées de groupes communautaires axés sur la résilience. Le spectre va au-delà de la participation chiffrée et prend en considération la contribution aux discussions et décisions du groupe.

Résilience communautaire

« La capacité générale d'une communauté à absorber le changement, à saisir l'opportunité d'améliorer le niveau de vie et à transformer les systèmes de subsistance tout en maintenant la base de ressources naturelles. Elle est déterminée par la capacité de la communauté à prendre des mesures collectives, à résoudre les problèmes et à rechercher un consensus pour négocier une intervention coordonnée ». (Walker, Sayer, Andrew, et Campbell 2010).

Groupes défavorisés

(Népal) Groupes de personnes ayant moins de capital financier/physique, humain et sociopolitique que les autres personnes de leur société. Dans le cas du Népal, les groupes défavorisés font référence aux groupes basés sur le système de caste : Dalits (caste « inférieure ») et Janajati (nationalités autochtones).

Participation équitable à la prise de décision au sein du ménage

Les femmes et les hommes font preuve de capacité à agir dans le processus de prise de décision. Ils sont autorisés à participer à la décision et considèrent leurs opinions comme étant légitimes et entendues. Ils ont accès aux connaissances qui leur permettent d'éclairer la décision, et au final conviennent de la façon dont la décision doit être prise. S'ils doivent choisir, ils peuvent aussi déléguer la décision à un autre membre du ménage (et vice-versa) et ont confiance que cette personne prendra la meilleure décision pour tout le ménage.

L'égalité des genres

Les femmes, les hommes, les garçons et les filles jouissent du même statut dans la société et se voient offrir les mêmes droits et opportunités, quel que soit leur sexe.

Normes sexospécifiques

Croyances et attentes qui façonnent les relations sociales et les rôles et responsabilités des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Étant donné que la notion de genre est inculquée, elle peut être « ré-inculquée » et les notions destructrices de masculinité et de féminité peuvent être refaçonnées en cultivant et en adoptant activement des alternatives positives.

Responsabilités au sein des ménages et en matière de soins

Les tâches liées à la maintenance journalière du ménage et de ses membres y compris, sans s'y limiter, la cuisine et le nettoyage, les soins aux plus âgés, aux malades et aux enfants, et les soins au petit bétail et de petite agriculture.

Outil de prise de décision des ménages

Tel que conçu par BRIGE, il évalue l'égalité dans la prise de décision au sein des ménages, en particulier dans les domaines directement liés à la résilience aux catastrophes naturelles. Le spectre comprend cinq niveaux, allant de « confidentiel » à « planification conjointe ».

Outil d'établissement de liens commerciaux

Tel que conçu par BRIGE, il évalue de type et la qualité du lien pour les hommes, les femmes et les groupes marginalisés opérant au sein d'un marché donné pour permettre une analyse détaillée de l'accès des femmes et des groupes marginalisés aux marchés, tout en communiquant les progrès d'une façon simple et rationnelle.

Participation significative aux groupes communautaires

Au moins 30% des membres sont des femmes, et de nombreuses femmes contribuent aux discussions de groupe. Les femmes contribuent aux décisions-clés et leurs opinions sont reconnues et prises en compte. Les femmes sont présentes à des postes-clés de direction ou de soutien à la direction. Lorsque la décision d'une femme a des répercussions positives, c'est à elle qu'on en attribue le mérite. Lorsque les répercussions sont négatives, elle en prend la responsabilité.

Perceptions

L'identification/reconnaissance et interprétation de stimuli dans l'environnement. Les perceptions influencent souvent les décisions et le comportement (par ex. Quelle est la perception du risque de cette personne ? Elle ne pense pas que c'est un risque).

Risque

La probabilité de dépasser un niveau donné de préjudice social, environnemental et/ou économique, sur une période déterminée. $R = f(H, V)$. Le risque est une fonction du danger (H) et du niveau de vulnérabilité (V).

Violence sexuelle et sexiste

Actes de violence physique, sexuelle, psychologique et économique commis à l'encontre d'une personne en fonction de son genre.

Choc

Évènements distincts, de survenance rapide, généralement brefs et faciles à identifier.

Stress

Conditions ou pressions qui s'accroissent plus lentement et qui réduisent le cours du développement au fil du temps. Le stress ne doit pas être confondu avec des contraintes systémiques plus larges (ex. pauvreté, mauvaise gouvernance, marchés étroits, inégalité entre les genres) qui gênent aussi le bien être des gens. Il s'agit d'une caractéristique permanente du contexte de développement.

Vulnérabilité

Les conditions déterminées par des facteurs ou processus physiques, sociaux, économiques, et environnementaux qui augmentent la sensibilité d'un individu, d'une communauté, de biens ou de systèmes aux impacts des dangers. $V = f(I, C)$. La vulnérabilité est une fonction d'impact potentiel (I) du danger et de la capacité adaptative (C) du ménage ou de la communauté. L'impact potentiel est, à son tour, une fonction d'exposition (E) et de sensibilité (S) au danger. $I = f(E, S)$.

Autonomisation des femmes

Capacité des femmes à contrôler leurs vies, à développer une autonomie y compris par l'acquisition de nouvelles compétences.

Autonomie des femmes

La possibilité pour les femmes de gouverner et de diriger elles-mêmes le cours de leurs vies, en agissant selon des motifs et des valeurs qui leur sont propres.

Liste des entrevues d'informateurs clés (KII)

Indonésie

Abu Sairi—Chef Krobokan KSB (groupe DRM)
Ahmadin—Personnel Syngenta
Andi Ikhwan—Gestionnaire du programme AgriFin Mobile
Atik Ambarwati— Administratrice en chef du programme BRIGE
Agustina—Chef de groupe, Samangawa
Danielle de Knocke van der Meulen— Directrice des programmes, Mercy Corps
Eko Utomo—Gestionnaire du programme BRIGE
Erlina Adnan—Jeune participant Krobokan
I Prayoga—Gestionnaire du programme ZFRP
Indah Ikwati—Chef Bulu Lor PKK (groupe de femmes)
Kusmiyati Budi Nartoyo—Secrétaire Krobokan PKK (chef)
Mega Anggraeni—Gestionnaire du programme IUCCE (aidée de Retno Sari U et Sri Febriharjati, coordinateurs de développement communautaire)
Nuraeni—Chef de groupe, Morisama
Partimah Kusyanto—Membre féminin KSB de Krobokan
Rian Habonaran—Administrateur S&E BRIGE
Rina—Consultant sur le terrain BRIGE
Selina Haeny—Chercheuse spécialiste des questions sexospécifiques AgriFin
Solia Munce—Consultant sur le terrain BRIGE
Sukadar—Chef Bulu Lor KSB
Sadijo—Chef Manyaran KSB
Sutijaryani Pribadi—Chef Manyaran PKK
Trey Waters—Directeur du programme AgriFin Mobile
Yudha Kurniasari—Chef de gestion des déchets solides Krobokan
Zas'ari Zainudin—Directeur BPR Rural Bank

Népal

Binod Thapa—Coordinateur de programme, CDECF
Bishnu Bdr. Khatri—Consultant Dialogue familial
Bishnu Prasad Dahal—Président Savings and Credit Cooperative Organization
Dambar Bohara—Gestionnaire du programme M-RED
Dhan Singh Maal—Président CDMC, Kuyadaha, Baitadi
Ganesh Bhatta—Coordinateur de district, M-RED, Dadeldhura
Ganesh Bista—Responsable Composants ERP
Giriraj Adhikari— Administratrice en chef du programme ERP
Himalay Ojha—Responsable Composants ERP
Julie Koehler—Directrice des programmes, Mercy Corps
Kamala Kami—Membre du Fonds d'initiative pour les femmes (WIF), Dadeldhura
Kumar Ram Luhar—Membre de circonscription élu, Kuyadaha, Baitadi
Madhav Mainali—Coordinateur de programme, ARSOW
Mahesh Ghimire—Administrateur du programme M-RED, Kanchanpur
Maya Chaudhary—Chef WIF, Kanchanpur
Nagendra Bhatta—Administrateur du programme M-RED, Baitadi
Naresh Chaudhary—Participant au dialogue familial, Kailali
Nikunja Nepal—Gestionnaire du programme BRIGE
Nirmala Chaudhary—Présidente FFS, Kanchanpur
Parbati Khadka— Administratrice en chef du programme BRIGE, Népal
Prasanna Pradhan—Responsable Composants ERP
Pratima Moktan—Superviseur BRIGE
Puman Chaudhary—Participant au dialogue familial, Kailali
Rekha Darji—Superviseur technique des finances
Sabita—Superviseur BRIGE, Kanchanpur
Sangita Adhikari— Administratrice en chef du programme BRIGE, Népal
Sanjay Karki—Directeur de pays, Mercy Corps
Saroj Thakur—Coordinateur de district, M-RED, Kanchanpur
Sima Chaudhary—Superviseur BRIGE, Kailali
Suman Uprety—Coordinateur de programme, REDC
Sumitra Phuyal—Présidente de Savings and Credit Cooperative Organisation
Suni Bhandari—Superviseur BRIGE, Dadeldhura
Surendra Taggana—Administrateur de programme M-RED, Dadeldhura
Tulsi Khati—Women Farmer Champions, Dadeldhura
Urmila Khadka—Présidente adjointe, Municipalité rurale de Tamakoshiy

Annexe 2

Ressources complémentaires

Les ressources Mercy Corps en annexe ci-dessous sont disponibles sur demande :

- › Rapport d'évaluation sur le genre et la résilience pour M-RED et ERP—Népal
- › Rapport d'évaluation sur le genre et la résilience pour LEAP—Niger
- › Référentiel d'évaluation sur le genre et la résilience
- › Référentiel d'évaluation sur le genre et la résilience pour a) la prise de décision au sein du ménage
b) la participation aux groupes communautaires et c) l'accès aux liens commerciaux
- › Boîte à outils de mise en œuvre de l'activité Dialogue familial

CONTACT

AUDREY ANDERSON,
Directrice du programme | BRIGE
auanderson@mercycorps.com

OLGA PETRYNIAK
Directrice régionale pour la résilience | Asie du Sud et du Sud-Est
opetryniak@mercycorps.com

À propos de Mercy Corps

Mercy Corps est une organisation mondiale de premier plan motivée par la conviction qu'un monde meilleur est possible. En cas de catastrophe et dans des conditions difficiles, dans plus de 40 pays à travers le monde, nous nous associons pour mettre en œuvre des solutions audacieuses - aider les gens à triompher de l'adversité et à bâtir des communautés plus fortes de l'intérieur. Maintenant et pour l'avenir.



45 SW Ankeny Street
Portland, Oregon 97204
888.842.0842

mercycorps.org